



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 25 ΑΥΓΟΥΣΤΟΥ 1975

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
176

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 139

Άρθρον δεύτερον.

Περί κυρώσεως της εν Νέα Υόρκη την 28 Σεπτεμβρίου 1954 υπογραφείσης Διεθνούς Συμβάσεως και του συνοδευόντος ταύτην παραρτήματος περί του καθεστώτος των άνωταγενών.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος Νόμου ἀρχεῖται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 25 Αὐγούστου 1975

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Άρθρον πρῶτον.

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ ΚΩΝΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΤΑΞΕΩΣ

ΣΟΛΩΝ ΓΚΙΚΑΣ

Ἐδευορήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 25 Αὐγούστου 1975

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ ἐν Νέα Υόρκη καὶ ὑπὸ τὴν αἰγίδα τοῦ Ὄργανισμοῦ Ἠνωμένων Ἐθνῶν τὴν 28 Σεπτεμβρίου 1954 υπογραφείσα Διεθνὴς Σύμβασις μετὰ τοῦ συνοδευόντος ταύτην παραρτήματος, περὶ τοῦ καθεστώτος τῶν ἀνωταγενῶν, ὧν τὰ κείμενα ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχουν ὡς ἔπεται:

CONVENTION RELATIVE AU STATUT DES
APATRIDES

Préambule

Les Hautes Parties contractantes,

Considérant que la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme approuvée le 10 décembre 1948 par l'Assemblée générale des Nations Unies ont affirmé ce principe que les êtres humains, sans discrimination, doivent jouir des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Considérant que l'Organisation des Nations Unies a, à plusieurs reprises, manifesté la profonde sollicitude qu'elle éprouve pour les apatrides et qu'elles s'est préoccupée d'assurer à ceux-ci l'exercice le plus large possible des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Considérant que seuls les apatrides qui sont aussi des réfugiés peuvent bénéficier de la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés et qu'il existe de nombreux apatrides auxquels ladite Convention n'est pas applicable,

Considérant qu'il est désirable de régler et d'améliorer la condition des apatrides par un accord international.

Sont convenues des dispositions ci-après :

Chapitre premier

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1

Definition du terme «apatride»

1. Aux fins de la présente Convention, le terme «apatride» désigne une personne qu'aucun Etat ne considère comme son ressortissant par application de sa législation.

2. Cette Convention ne sera pas applicable :

i) Aux personnes qui bénéficient actuellement d'une protection ou d'une assistance de la part d'un organisme ou d'une institution des Nations Unies autre que le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, tant qu'elles bénéficieront de ladite protection ou de ladite assistance;

ii) Aux personnes considérées par les autorités compétentes du pays dans lequel ces personnes ont établi leur résidence comme ayant les droits et les obligations attachés à la possession de la nationalité de ce pays;

iii) Aux personnes dont on aura des raisons sérieuses de penser :

a) Qu'elles ont commis un crime contre la paix, un crime de guerre ou un crime contre l'humanité, au sens des instruments internationaux élaborés pour prévoir des dispositions relatives à ces crimes;

b) Qu'elles ont commis un crime grave de droit commun en dehors du pays de leur résidence avant d'y être admises;

c) Qu'elles se sont rendues coupables d'agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.

Article 2

Obligations générales

Tout apatride a, à l'égard du pays où il se trouve, des devoirs qui comportent notamment l'obligation de se conformer aux lois et règlements ainsi qu'aux mesures prises pour le maintien de l'ordre public.

Article 3

Non-discrimination

Les Etats contractants appliqueront les dispositions de cette Convention aux apatrides sans discrimination quant à la race, la religion ou le pays d'origine.

Article 4

Religion

Les Etats contractants accorderont aux apatrides sur leur territoire un traitement au moins aussi favorable que celui accorde aux nationaux en ce qui concerne la liberté de pratiquer leur religion et en ce qui concerne la liberté d'instruction religieuse de leurs enfants.

Article 5

Droits accordés indépendamment de cette Convention

Aucune disposition de cette Convention ne porte atteinte aux autres droits et avantages accordés, indépendamment de cette Convention, aux apatrides.

Article 6

L'expression «dans les mêmes circonstances».

Aux fins de cette Convention, les termes «dans les mêmes circonstances» impliquent que toutes les conditions (et notamment celles qui ont trait à la durée et aux conditions de séjour ou de résidence) que l'intéressé devrait remplir pour pouvoir exercer le droit en question, s'il n'était pas un apatride, doivent être remplies par lui, à l'exception des conditions qui, en raison de leur nature, ne peuvent pas être remplies par un apatride.

Article 7

Dispense de réciprocité

1. Sous réserve des dispositions plus favorables prévues par cette Convention, tout Etat contractant accordera aux apatrides le régime qu'il accorde aux étrangers en général.

2. Après un délai de résidence de trois ans, tous les apatrides bénéficieront, sur le territoire des Etats contractants, de la dispense de réciprocité législative.

3. Tout Etat contractant continuera à accorder aux apatrides les droits et avantages auxquels ils pouvaient déjà prétendre, en l'absence de réciprocité, à la date d'entrée en vigueur de cette Convention pour ledit Etat.

4. Les Etats contractants envisageront avec bienveillance la possibilité d'accorder aux apatrides, en l'absence de réciprocité, des droits et des avantages outre ceux auxquels ils peuvent prétendre en vertu des paragraphes 2 et 3, ainsi que la possibilité de faire bénéficier de la dispense de réciprocité les apatrides qui ne remplissent pas les conditions visées aux paragraphes 2 et 3.

5. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 ci-dessus s'appliquent aussi bien aux droits et avantages visés aux articles 13, 18, 19, 21 et 22 de cette Convention qu'aux droits et avantages qui ne sont pas prévus par elle.

Article 8

Dispense de mesures exceptionnelles

En ce qui concerne les mesures exceptionnelles qui peuvent être prises contre la personne, les biens ou les intérêts des ressortissants ou des anciens ressortissants d'un Etat déterminé, les Etats contractants n'appliqueront pas ces mesures à un apatride uniquement parce qu'il a possédé la nationalité de l'Etat en question. Les Etats contractants qui, de par leur législation, ne peuvent appliquer le principe général consacré dans

cet article, accorderont dans des cas appropriés des dispenses en faveur de tels apatrides.

Article 9

Mesures provisoires

Aucune des dispositions de la présente Convention n'a pour effet d'empêcher un Etat contractant, en temps de guerre ou dans d'autres circonstances graves et exceptionnelles, de prendre provisoirement à l'égard d'une personne déterminée les mesures que cet Etat estime indispensables à la sécurité nationale, en attendant qu'il soit établi par ledit Etat contractant que cette personne est effectivement un apatride et que le maintien desdites mesures est nécessaire à son égard dans l'intérêt de la sécurité nationale.

Article 10

Continuité de résidence

1. Lorsqu'un apatride a été déporté au cours de la deuxième guerre mondiale et transporté sur le territoire de l'un des Etats contractants et y réside, la durée de ce séjour forcé comptera comme résidence régulière sur ce territoire.

2. Lorsqu'un apatride a été déporté du territoire d'un Etat contractant au cours de la deuxième guerre mondiale et y est retourné avant l'entrée en vigueur de cette Convention pour y établir sa résidence, la période qui précède et celle qui suit cette déportation seront considérées, à toutes les fins pour lesquelles une résidence ininterrompue est nécessaire, comme ne constituant qu'une seule période ininterrompue.

Article 11

Gens de mer apatrides

Dans le cas d'apatrides régulièrement employés comme membres de l'équipage à bord d'un navire battant pavillon d'un Etat contractant, cet Etat examinera avec bienveillance la possibilité d'autoriser lesdits apatrides à s'établir sur son territoire et de leur délivrer des titres de voyage ou de les admettre à titre temporaire sur son territoire, afin notamment de faciliter leur établissement dans un autre pays.

Chapitre II

CONDITION JURIDIQUE

Article 12

Statut personnel

1. Le statut personnel de tout apatride sera régi par la loi du pays de son domicile ou, à défaut de domicile, par la loi du pays de sa résidence.

2. Les droits précédemment acquis par l'apatride et découlant du statut personnel, et notamment ceux qui résultent du mariage, seront respectés par tout Etat contractant, sous réserve, le cas échéant, de l'accomplissement des formalités prévues par la législation dudit Etat, étant entendu, toutefois, que le droit en cause doit être de ceux qui auraient été reconnus par la législation dudit Etat si l'intéressé n'était devenu apatride.

Article 13

Propriété mobilière et immobilière

Les Etats contractants accorderont à tout apatride un traitement aussi favorable que possible et, de toute façon, un traitement qui ne soit pas moins favorable que celui qui est accordé, dans les mêmes circonstances, aux étrangers en général en ce qui concerne l'acquisition de la propriété mobilière et immobilière et autres

droits s'y rapportant, le louage et les autres contrats relatifs à la propriété mobilière et immobilière.

Article 14

Propriété intellectuelle et industrielle

En matière de protection de la propriété industrielle, notamment d'inventions, dessins, modèles, marques de fabrique, nom commercial, et en matière de protection de la propriété littéraire, artistique et scientifique, tout apatride bénéficiera dans le pays où il a sa résidence habituelle de la protection qui est accordée aux nationaux dudit pays. Dans le territoire de l'un quelconque des autres Etats contractants, il bénéficiera de la protection qui est accordée dans ledit territoire aux nationaux du pays dans lequel il a sa résidence habituelle.

Article 15

Droit d'association

Les Etats contractants accorderont aux apatrides qui résident régulièrement sur leur territoire, en ce qui concerne les associations à but non politique et non lucratif et les syndicats professionnels, un traitement aussi favorable que possible et, de toute façon, un traitement qui ne soit pas moins favorable que celui qui est accordé, dans les mêmes circonstances, aux étrangers en général.

Article 16

Droit d'ester en justice

1. Tout apatride aura, sur le territoire des Etats contractants, libre et facile accès devant les tribunaux.

2. Dans l'Etat contractant où il a sa résidence habituelle, tout apatride jouira du même traitement qu'un ressortissant en ce qui concerne l'accès aux tribunaux, y compris l'assistance judiciaire et l'exemption de la caution Judicatum solvi.

3. Dans les Etats contractants autres que celui où il a sa résidence habituelle et en ce qui concerne les questions visées au paragraphe 2, tout apatride jouira du même traitement qu'un ressortissant du pays dans lequel il a sa résidence habituelle.

Chapitre III

EMPLOIS LUCRATIFS

Article 17

Professions salariées

1. Les Etats contractants accorderont à tout apatride résidant régulièrement sur leur territoire un traitement aussi favorable que possible et, de toute façon, un traitement qui ne soit pas moins favorable que celui qui est accordé, dans les mêmes circonstances, aux étrangers en général en ce qui concerne l'exercice d'une activité professionnelle salariée.

2. Les Etats contractants envisageront avec bienveillance l'adoption de mesures tendant à assimiler les droits de tous les apatrides en ce qui concerne l'exercice des professions salariées à ceux de leurs nationaux, et ce notamment pour les apatrides qui sont entrés sur leur territoire en application d'un programme de recrutement de la main-d'oeuvre ou d'un plan d'immigration.

Article 18

Professions non salariées

Les Etats contractants accorderont aux apatrides se trouvant régulièrement sur leur territoire un traitement aussi favorable que possible et, de toute façon, un traitement qui ne soit pas moins favorable que celui qui est accordé, dans les mêmes circonstances, aux étrangers

en général, en ce qui concerne l'exercice d'une profession non salariée dans l'agriculture, l'industrie, l'artisanat et le commerce. ainsi que la création de sociétés commerciales et industrielles.

Article 19

Professions libérales

Tout Etat contractant accordera aux apatrides résidant régulièrement sur son territoire, qui sont titulaires de diplômes reconnus par les autorités compétentes dudit Etat et qui sont désireux d'exercer une profession libérale, un traitement aussi favorable que possible et, de toute façon, un traitement qui ne soit pas moins favorable que celui qui est accordé, dans les mêmes circonstances, aux étrangers en général.

Chapitre IV

AVANTAGES SOCIAUX

Article 20

Rationnement

Dans le cas où il existe un système de rationnement auquel est soumise la population dans son ensemble et qui régleme la répartition générale de produits dont il y a pénurie, les apatrides seront traités comme les nationaux.

Article 21

Logement

En ce qui concerne le logement, les Etats contractants accorderont, dans la mesure où cette question tombe sous le coup des lois et règlements ou est soumise au contrôle des autorités publiques, aux apatrides résidant régulièrement sur leur territoire un traitement aussi favorable que possible et, de toute façon, un traitement qui ne soit pas moins favorable que celui qui est accordé, dans les mêmes circonstances, aux étrangers en général.

Article 22

Education publique

1. Les Etats contractants accorderont aux apatrides le même traitement qu'aux nationaux en ce qui concerne l'enseignement primaire.

2. Les Etats contractants accorderont aux apatrides un traitement aussi favorable que possible et, de toute façon, un traitement qui ne soit pas moins favorable que celui qui est accordé aux étrangers en général, dans les mêmes circonstances, quant aux catégories d'enseignement autres que l'enseignement primaire et, notamment, en ce qui concerne l'accès aux études, la reconnaissance de certificats d'études, de diplômes et de titres universitaires délivrés à l'étranger, la remise des droits et taxes et l'attribution de bourses d'études.

Article 23

Assistance publique

Les Etats contractants accorderont aux apatrides résidant régulièrement sur leur territoire le même traitement en matière d'assistance et de secours publics qu'aux nationaux.

Article 24

Législation du travail et sécurité sociale

1. Les Etats contractants accorderont aux apatrides résidant régulièrement sur leur territoire le même traitement qu'aux nationaux en ce qui concerne les matières suivantes :

a) Dans la mesure où ces questions sont réglementées par la législation ou dépendent des autorités adminis-

tratives : la rémunération, y compris les allocations familiales lorsque ces allocations font partie de la rémunération, la durée du travail, les heures supplémentaires, les congés payés, les restrictions au travail à domicile, l'âge d'admission à l'emploi, l'apprentissage et la formation professionnelle, le travail des femmes et des adolescents et la jouissance des avantages offerts par les conventions collectives;

b) La sécurité sociale (les dispositions légales relatives aux accidents du travail, aux maladies professionnelles, à la maternité, à la maladie, à l'invalidité, à la vieillesse et au décès, au chômage, aux charges de famille, ainsi qu'à tout autre risque qui, conformément à la législation nationale, est couvert par un système de sécurité sociale), sous réserve :

i) Des arrangements appropriés visant le maintien des droits acquis et des droits en cours d'acquisition;

ii) Des dispositions particulières prescrites par la législation nationale du pays de résidence et visant les prestations ou fractions de prestations payables exclusivement sur les fonds publics, ainsi que les allocations versées aux personnes qui ne réunissent par les conditions de cotisation exigées pour l'attribution d'une pension normale.

2. Les droits à prestation ouverts par le décès d'un apatride survenu du fait d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle ne seront pas affectés par le fait que l'ayant droit réside en dehors du territoire de l'Etat contractant.

3. Les Etats contractants étendront aux apatrides le bénéfice des accords qu'ils ont conclus ou viendront à conclure entre eux concernant le maintien des droits acquis ou en cours d'acquisition en matière de sécurité sociale, pour autant que les apatrides réunissent les conditions prévues pour les nationaux des pays signataires des accords en question.

4. Les Etats contractants examineront avec bienveillance la possibilité d'étendre, dans toute la mesure du possible, aux apatrides le bénéfice d'accords similaires qui sont ou seront en vigueur entre ces Etats contractants et des Etats non contractants.

Chapitre V

MESURES ADMINISTRATIVES

Article 25

Aide administrative

1. Lorsque l'exercice d'un droit par un apatride nécessiterait normalement le concours d'autorités étrangères auxquelles il ne peut recourir, les Etats contractants sur le territoire desquels il réside veilleront à ce que ce concours lui soit fourni par leur propres autorités.

2. La ou les autorités visées au paragraphe 1 délivreront ou feront délivrer, sous leur contrôle, aux apatrides les documents ou certificats qui, normalement, seraient délivrés à un étranger par ses autorités nationales ou par leur intermédiaire.

3. Les documents ou certificats ainsi délivrés remplaceront les actes officiels délivrés à des étrangers par leurs autorités nationales ou par leur intermédiaire et feront foi jusqu'à preuve du contraire.

4. Sous réserve des exceptions qui pourraient être admises en faveur des indigents, les services mentionnés dans le présent article pourront être rétribués, mais ces rétributions seront modérées et en rapport avec les perceptions opérées sur les nationaux à l'occasion de services analogues.

5. Les dispositions de cet article n'affectent en rien les articles 27 et 28.

Article 26

Liberté de circulation

Tout Etat contractant accordera aux apatrides se trouvant régulièrement sur son territoire le droit d'y choisir leur lieu de résidence et d'y circuler librement, sous les réserves instituées par la réglementation applicable aux étrangers en général, dans les mêmes circonstances.

Article 27

Pièces d'identité

Les Etats contractants délivreront des pièces d'identité à tout apatride se trouvant sur leur territoire et qui ne possède pas un titre de voyage valable.

Article 28

Titres de voyage

1. Les Etats contractants délivreront aux apatrides résidant régulièrement sur leur territoire des titres de voyage destinés à leur permettre de voyager hors de ce territoire, à moins que des raisons impérieuses de sécurité nationale ou d'ordre public ne s'y opposent. Les dispositions de l'annexe à cette Convention s'appliqueront à ces documents. Les Etats contractants fourniront un tel titre de voyage à tout autre apatride se trouvant sur leur territoire; ils accorderont une attention particulière aux cas d'apatrides se trouvant sur leur territoire et qui ne sont pas en mesure d'obtenir un titre de voyage du pays de leur résidence régulière

Article 29

Charges fiscales

1. Les Etats contractants n'assujettiront pas les apatrides à des droits, taxes, impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront perçus sur leurs nationaux dans des situations analogues.

2. Les dispositions du paragraphe précédent ne s'opposent pas à l'application aux apatrides des dispositions des lois et règlements concernant les taxes afférentes à la délivrance aux étrangers de documents administratifs, pièces d'identité y comprises.

Article 30

Transfert des avoirs

1. Tout Etat contractant permettra aux apatrides, conformément aux lois et règlements de leur pays, de transférer les avoirs qu'ils ont fait entrer sur son territoire dans le territoire d'un autre pays ou ils ont été admis afin de s'y réinstaller.

2. Tout Etat contractant accordera sa bienveillante attention aux demandes présentées par des apatrides qui désirent obtenir l'autorisation de transférer tous autres avoirs nécessaires à leur réinstallation dans un autre pays où ils ont été admis afin de s'y réinstaller.

Article 31

Expulsion

1. Les Etats contractants n'expulseront un apatride se trouvant régulièrement sur leur territoire que pour des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public.

2. L'expulsion de cet apatride n'aura lieu qu'en exécution d'une décision rendue conformément à la procédure prévue par la loi. L'apatride devra, sauf si des raisons impérieuses de sécurité nationale s'y opposent, être admis à fournir des preuves tendant à le disculper, à présenter un recours et à se faire représenter à cet effet

devant une autorité compétente ou devant une ou plusieurs personnes spécialement désignées par l'autorité compétente.

3. Les Etats contractants accorderont à un tel apatride un délai raisonnable pour lui permettre de chercher à se faire admettre régulièrement dans un autre pays. Les Etats contractants peuvent appliquer, pendant ce délai, telle mesure d'ordre interne qu'ils jugeront opportune.

Article 32

Naturalisation

Les Etats contractants faciliteront, dans toute la mesure du possible, l'assimilation et la naturalisation des apatrides. Ils s'efforceront notamment d'accélérer la procédure de naturalisation et de réduire, dans toute la mesure du possible, les taxes et les frais de cette procédure.

Chapitre VI

CLAUSES FINALES

Article 33

Renseignements portant sur les lois et règlements nationaux

Les Etats contractants communiqueront au Secrétaire général des Nations Unies le texte des lois et des règlements qu'ils pourront promulguer pour assurer l'application de cette Convention.

Article 34

Règlements des différends

Tout différend entre les parties à cette Convention relatif à son interprétation ou à son application, qui n'aura pu être réglé par d'autres moyens, sera soumis à la Cour internationale de Justice à la demande de l'une des parties au différend.

Article 35

Signature, ratification et adhésion.

1. Cette Convention sera ouverte à la signature au Siège de l'Organisation des Nations Unies jusqu'au 31 décembre 1955.

2. Elle sera ouverte à la signature:

a) De tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies;

b) De tout autre Etat non membre invité à la Conférence des Nations Unies sur le statut des apatrides;

c) De tout Etat auquel l'Assemblée générale des Nations Unies aurait adressé une invitation à signer ou à adhérer.

3. Elle devra être ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

4. Les Etats visés au paragraphe 2 du présent article pourront adhérer à cette Convention. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

Article 36

Clause d'application territoriale

1. Tout Etat pourra, au moment de la signature, ratification ou adhésion, déclarer que cette Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Une telle déclaration produira ses effets au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

2. A tout moment ultérieur, cette extension se fera par notification adressée au Secrétaire général des Na-

tions Unies et produira ses effets à partir du quatre-vingt-dixième jour qui suivra le date à laquelle le Secrétaire général des Nations Unies aura reçu la notification ou à la date d'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat si cette dernière date est postérieure.

3. En ce qui concerne les territoires auxquels cette Convention ne s'appliquerait pas à la date de la signature, ratification ou adhésion, chaque Etat intéressé examinera la possibilité de prendre aussitôt que possible toutes mesures nécessaires afin d'aboutir à l'application de cette Convention auxdits territoires, sous réserve, le cas échéant, de l'assentiment des gouvernements de ces territoires qui serait requis pour des raisons constitutionnelles.

Article 37

Clause fédérale

Dans le cas d'un Etat fédératif ou non unitaire, les dispositions ci-après s'appliqueront :

a) En ce qui concerne les articles de cette Convention dont la mise en oeuvre relève de l'action législative du pouvoir législatif fédéral, les obligations du gouvernement fédéral seront, dans cette mesure, les mêmes que celle des parties qui ne sont pas des Etats fédératifs;

b) En ce qui concerne les articles de cette Convention dont l'application relève de l'action législative de chacun des Etats, provinces ou cantons constituants, qui ne sont pas, en vertu du système constitutionnel de la fédération, tenus de prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral portera le plus tôt possible, et avec son avis favorable, lesdits articles à la connaissance des autorités compétentes des Etats, provinces ou cantons;

c) Un Etat fédératif partie à cette Convention communiquera, à la demande de tout autre Etat contractant qui lui aura été transmise par le Secrétaire général des Nations Unies, un exposé de la législation et des pratiques en vigueur dans la fédération et ses unités constituantes en ce qui concerne telle ou telle disposition de la Convention, indiquant la mesure dans laquelle l'effet a été donné, par une action législative ou autre, à ladite disposition.

Article 38

Réserves

1. Au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, tout Etat pourra formuler des réserves aux articles de la Convention autres que les articles 1er, 3, 4, 16(1) et 33 à 42 inclus.

2. Tout Etat contractant ayant formulé une réserve conformément au paragraphe 1 de cet article pourra à tout moment la retirer par une communication à cet effet adressée au Secrétaire Général des Nations Unies.

Article 39

Entrée en vigueur

1. Cette Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion, elle entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 40

Dénonciation

1. Tout Etat contractant pourra dénoncer la Convention à tout moment par notification adressée au Secrétaire Général des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet pour l'Etat intéressé un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire Général des Nations Unies.

3. Tout Etat qui a fait une déclaration ou une notification conformément à l'article 36 pourra notifier ultérieurement au Secrétaire Général des Nations Unies que la Convention cessera de s'appliquer à tout territoire désigné dans la notification. La Convention cessera alors de s'appliquer au territoire en question un an après la date à laquelle le Secrétaire général aura reçu cette notification.

Article 41

Revision

1. Tout Etat contractant pourra en tout temps, par voie de notification adressée au Secrétaire Général des Nations Unies, demander la revision de cette Convention.

2. L'Assemblée générale des Nations Unies recommandera les mesures à prendre, le cas échéant, au sujet de cette demande.

Article 42

Notifications par le Secrétaire Général des Nations Unies

Le Secrétaire Général des Nations Unies notifiera à tous les Etats Membres des Nations Unies et aux Etats non membres visés à l'article 35 :

a) Les signatures, ratifications et adhésions visées à l'article 35;

b) Les déclarations et les notifications visées à l'article 36;

c) Les réserves formulées ou retirées visées à l'article 38;

d) La date à laquelle cette Convention entrera en vigueur, en application de l'article 39;

e) Les dénonciations et les notifications visées à l'article 40;

f) Les demandes de revision visées à l'article 41.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé, au nom de leurs Gouvernements respectifs, la présente Convention.

FAIT à New-York, le vingt-huit septembre mil neuf cent cinquante-quatre, en un seul exemplaire dont les textes anglais, espagnol et français font également foi et qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies et dont les copies certifiées conformes seront remises à tous les Etats Membres des Nations Unies et aux Etats non membres, visés à l'article 35.

ANNEXE

Paragraphe 1

1. Le titre de voyage visé par l'article 28 de cette Convention doit indiquer que le porteur est un apatride au sens de la Convention du 28 septembre 1954.

2. Ce titre sera rédigé en deux langues au moins: l'une des deux sera la langue anglaise ou la langue française.

3. Les Etats contractants examineront la possibilité d'adopter un titre de voyage du modèle ci-joint.

Paragraphe 2

Sous réserve des règlements du pays de délivrance, les enfants pourront être mentionnés dans le titre d'un parent, ou, dans des circonstances exceptionnelles, d'un autre adulte.

Paragraphe 3

Les droits à percevoir pour la délivrance du titre ne dépasseront pas le tarif le plus bas appliqué aux passeports nationaux.

Paragraphe 4

Sous réserve de cas spéciaux ou exceptionnels, le titre sera délivré pour le plus grand nombre possible de pays.

Paragraphe 5

La durée de validité du titre sera de trois mois au moins et de deux ans au plus.

Paragraphe 6

1. Le renouvellement ou la prolongation de validité du titre est du ressort de l'autorité qui l'a délivré, aussi longtemps que le titulaire ne s'est pas établi régulièrement dans un autre territoire et réside régulièrement sur le territoire de ladite autorité. L'établissement d'un nouveau titre est, dans les mêmes conditions, du ressort de l'autorité qui a délivré l'ancien titre.

2. Les représentants diplomatiques ou consulaires pourront être autorisés à prolonger, pour une période qui ne dépassera pas six mois, la validité des titres de voyage délivrés par leurs gouvernements respectifs.

3. Les Etats contractants examineront avec bienveillance la possibilité de renouveler ou de prolonger la validité des titres de voyage ou d'en délivrer de nouveaux à des apatrides qui ne sont plus des résidents réguliers dans leur territoire dans les cas où ces apatrides ne sont pas en mesure d'obtenir un titre de voyage du pays de leur résidence régulière.

Paragraphe 7

Les Etats contractants reconnaîtront la validité des titres délivrés conformément aux dispositions de l'article 28 de cette Convention.

Paragraphe 8

Les autorités compétentes du pays dans lequel l'apatride désire se rendre apposeront, si elles sont disposées à l'admettre, un visa sur le titre dont il est titulaire, si un tel visa est nécessaire.

Paragraphe 9

1. Les Etats contractants s'engagent à délivrer des visas de transit aux apatrides ayant obtenu le visa d'un territoire de destination finale.

2. La délivrance de ce visa pourra être refusée pour les motifs pouvant justifier le refus de visa à tout étranger.

Paragraphe 10

Les droits afférents à la délivrance de visas de sortie d'admission ou de transit ne dépasseront pas le tarif le plus bas appliqué aux visas de passeports étrangers.

Paragraphe 11

Dans le cas d'un apatride changeant de résidence et s'établissant régulièrement dans le territoire d'un autre Etat contractant, la responsabilité de délivrer un nouveau titre incombera désormais, aux termes et aux conditions de l'article 28, à l'autorité compétente dudit territoire, à laquelle l'apatride aura le droit de présenter sa demande.

Paragraphe 12

L'autorité qui délivre un nouveau titre est tenue de retirer l'ancien titre et d'en faire retour au pays qui l'a délivré si l'ancien document spécifie qu'il doit être

retourné au pays qui l'a délivré; dans le cas contraire, l'autorité qui délivre le titre nouveau retirera et annulera l'ancien.

Paragraphe 13

1. Tout titre de voyage délivré en application de l'article 28 de cette Convention donnera, sauf mention contraire, le droit au titulaire de revenir sur le territoire de l'Etat qui l'a délivré à n'importe quel moment pendant la période de validité de ce titre. Toutefois, la période pendant laquelle le titulaire pourra rentrer dans le pays qui a délivré le titre de voyage ne pourra être inférieure à trois mois, sauf lorsque le pays où l'apatride désire se rendre n'exige pas que le titre de voyage comporte le droit de rentrée.

2. Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un Etat contractant peut exiger que le titulaire de ce titre se soumette à toutes les formalités qui peuvent être imposées à ceux qui sortent du pays ou à ceux qui y rentrent.

Paragraphe 14

Sous la seule réserve des stipulations du paragraphe 13, les dispositions de la présente annexe n'affectent en rien les lois et règlements régissant, dans les territoires des Etats contractants, les conditions d'admission, de transit, de séjour, d'établissement et de sortie.

Paragraphe 15

La délivrance du titre, pas plus que les mentions y apposées, ne détermine ni n'affecte le statut du titulaire, notamment en ce qui concerne la nationalité.

Paragraphe 16

La délivrance du titre ne donne au titulaire aucun droit à la protection des représentants diplomatiques et consulaires du pays de délivrance, et ne confère pas ipso facto à ces représentants un droit de protection.

MODELE DU TITRE DE VOYAGE

Il est recommandé que le titre ait la forme d'un carnet (15cm × 10 cm environ), qu'il soit imprimé de telle façon que les ratures ou altérations par des moyens chimiques ou autres puissent se remarquer facilement, et que les mots «Convention du 28 septembre 1954» soient imprimés en répétition continue sur chacune des pages, dans la langue du pays qui délivre le titre.

Couverture du carnet

TITRE DE VOYAGE

(Convention du 28 septembre 1954)

No ...

(1)

TITRE DE VOYAGE

(Convention du 28 septembre 1954)

Ce document expire le
sauf prorogation de validité.

Nom

Prénom (s)

Accompagné de enfant(s).

1. Ce titre est délivré uniquement en vue de fournir au titulaire un document de voyage pouvant tenir lieu de passeport national. Il ne préjuge pas de la nationalité du titulaire et est sans effet sur celle-ci.

2. Le titulaire est autorisé à retourner en (indication du pays dont les autorités délivrent le titre) jusqu'au sauf mention ci-après d'une date ultérieure. (La période

pendant laquelle le titulaire est autorisé à retourner ne doit pas être inférieure à trois mois, sauf lorsque le pays où le titulaire désire se rendre n'exige pas que ce document comporte le droit de rentrée)

3. En cas d'établissement dans un autre pays que celui où le présent titre a été délivré, le titulaire doit, s'il veut se déplacer à nouveau, faire la demande d'un nouveau titre aux autorités compétentes du pays de sa résidence. (L'ancien titre de voyage sera remis à l'autorité qui délivre le nouveau titre pour être renvoyé à l'autorité qui l'a délivré.) (Ce titre contient 32 pages, non compris la couverture.)

1 La phrase entre crochets peut être insérée par les gouvernements qui le désirent.

(2)

Lieu et date de naissance
 Profession
 Résidence actuelle
 *Nom (avant le mariage) et prénom (s) de l'épouse
 * Nom et prénom (s) du mari

Signalement

Taille
 Cheveux
 Couleur des yeux
 Nez
 Forme du visage
 Teint
 Signes particuliers

Enfants accompagnant le titulaire

Nom	Prénom (s)	Lieu et date de naissance	Sexe
.....
.....

* Biffer la mention inutile.

(Ce titre contient 32 pages, non compris la couverture).

(1) La phrase entre crochets peut être insérée par les gouvernements qui le désirent.

(3)

Photographie du titulaire
 et cachet de l'autorité qui délivre
 le titre Empreintes digitales du titulaire
 (facultatif)

Signature du titulaire
 (Ce titre contient 32 pages, non compris la couverture).

(4)

1. Ce titre est délivré pour les pays suivants :

.....
 2. Document ou documents sur la base duquel ou desquels le présent titre est délivré ;

Délivré à
 Date

Signature et cachet de l'autorité qui délivre le titre :

Taxe perçue :
 (Ce titre contient 32 pages, non compris la couverture).

(5)

Prorogation de validité

Taxe perçue : du
 au
 Fait à le

Signature et cachet de l'autorité qui proroge la validité du titre:

Prorogation de validité

Taxe perçue : du
 au
 Fait à le

Signature et cachet de l'autorité qui proroge la validité du titre :

(Ce titre contient 32 pages, non compris la couverture).

(6)

Prorogation de validité

Taxe perçue : du
 au
 Fait à le

Signature et cachet de l'autorité qui proroge la validité du titre :

Prorogation de validité

Taxe perçue : du
 au
 Fait à le

Signature et cachet de l'autorité qui proroge la validité du titre :

(Ce titre contient 32 pages, non compris la couverture)

(7-32)

Visas.

Reproduire dans chaque visa le nom du titulaire
 (Ce titre contient 32 pages, non compris la couverture)

ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΠΕΡΙ ΤΗΣ ΝΟΜΙΚΗΣ ΚΑΤΑΣΤΑΣΕΩΣ
ΤΩΝ ΑΝΙΘΑΓΕΝΩΝ

Ψηφισθεῖσα τὴν 28ην Σεπτεμβρίου 1954 ὑπὸ Συνδιασκέψεως Πληρεξουσίων συνελθούσης κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς ἀποφάσεως 526 Α (XVII) τοῦ Οἰκονομικοῦ καὶ Κοινωνικοῦ Συμβουλίου ἀπὸ 26ης Ἀπριλίου 1954, τεθεῖσα ἐν ἰσχύϊ τὴν 6ην Ἰουνίου 1960, κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 39.

ΠΡΟΟΙΜΙΟΝ

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη,

ἔχοντα ὑπ' ὄψει ὅτι ὁ Χάρτης τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ Παγκόσμιος Διακήρυξις τῶν Δικαιωμάτων τοῦ Ἄνθρωπου, ἡ ἐγκριθεῖσα τὴν 10ην Δεκεμβρίου 1948 ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, ἐπεβεβαίωσαν τὴν ἀρχὴν ὅτι οἱ ἄνθρωποι, ἄνευ διακρίσεως, δεόν να ἀπολαύουν τῶν δικαιωμάτων τοῦ ἀνθρώπου καὶ τῶν θεμελιωδῶν ἐλευθεριῶν.

ἔχοντα ὑπ' ὄψει ὅτι ὁ Ὄργανισμὸς Ἠνωμένων Ἐθνῶν κατ' ἐπανάληψιν ἐξεδήλωσε τὸ μέγα αὐτοῦ ἐνδιαφέρον διὰ τοὺς ἀνιθαγενεῖς καὶ ὅτι μεριμνᾷ διὰ τὸς ἐξασφάλισή τὴν κατὰ τὸ δυνατόν, εὐρυτέραν ἔσκησιν τῶν δικαιωμάτων τοῦ ἀνθρώπου καὶ τῶν θεμελιωδῶν ἐλευθεριῶν.

ἔχοντα ὑπ' ὄψει ὅτι μόνον οἱ ἀνιθαγενεῖς ἐκεῖνοι οἵτινες εἶναι ἐπίσης πρόσφυγες δύνανται νὰ ωφελοῦνται ἐκ τῆς Συμβάσεως τῆς 28ης Ἰουλίου 1951 περὶ τῆς νομικῆς καταστάσεως τῶν προσφύγων καὶ ὅτι ὑπάρχουν πολυάριθμοι ἀνιθαγενεῖς ἐφ' ὧν ἡ ρηθεῖσα Σύμβασις δὲν ἔχει ἐφαρμογὴν.

Θεωροῦντα ὅτι εἶναι εὐκαταῖον ὅπως ἡ κατάστασις τῶν ἀνιθαγενῶν ρυθμισθῇ καὶ βελτιωθῇ διὰ διεθνoῦς συμβάσεως.

Συμφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολουθῶν διατάξεων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΠΡΩΤΟΝ

ΓΕΝΙΚΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Ἄρθρον Πρῶτον.

Ὁρισμὸς τοῦ ὄρου «ἀνιθαγενής».

1. Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὁ ὄρος «ἀνιθαγενής» ὑποδηλοῖ πρόσωπον τὸ ὁποῖον οὐδὲν Κράτος εωρεῖ ὡς ὑπήκοόν του κατ' ἐφαρμογὴν τῆς νομοθεσίας οὗ.

2. Ἡ Σύμβασις αὕτη δὲν ἔχει ἐφαρμογὴν :

1) Ἐπὶ προσώπων ἅτινα ἀπολαύουν νῦν προστασίας ἢ ἀρωγῆς ἐκ μέρους ὀργανώσεως ἢ καθιδρύματος τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, ἐξαιρουμένου τοῦ Ὑπάτου Ἀρμοστοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τοὺς πρόσφυγας καὶ ἐφ' ὅσον χρόνον ταῦτα ἀπολαύουν τῆς ρηθείσης προστασίας ἢ τῆς ρηθείσης ἀρωγῆς.

2) Ἐπὶ προσώπων θεωρουμένων, ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν τῆς χώρας ὅπου τὰ πρόσωπα ταῦτα ἔχουν τὴν μόνιμον διαμονήν των, ὡς ἐχόντων τὰ ἐκ τῆς κτήσεως τῆς ἰθαγενείας τῆς χώρας ταύτης δικαιώματα καὶ ὑποχρεώσεις.

3) Ἐπὶ προσώπων διὰ τὰ ὁποῖα ὑφίστανται σοβαροὶ λόγοι νὰ θεωρηθοῦν :

α) Ὡς διαπράξαντα ἐγκλήματα κατὰ τῆς εἰρήνης, ἐγκλήματα πολέμου ἢ ἐγκλήματα κατὰ τῆς ἀνθρωπότητος, κατὰ τὴν ἔννοιαν διεθνῶν κειμένων, συνταχθέντων πρὸς καθιέρωσιν σχετικῶν πρὸς τὰ ἐγκλήματα ταῦτα διατάξεων.

β) Ὡς διαπράξαντα βαρὺ ἐγκλημα κοινῶν δικαιῶν ἐκτὸς χώρας τῆς διαμονῆς των προτοῦ γίνουσι δεκτὰ εἰς ταύτην.

γ) Ὡς καταστάντα ἔνοχα ἐνεργειῶν ἀντιθέτων πρὸς τοὺς σκοποὺς καὶ τὰς ἀρχὰς τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον 2.

Γενικαὶ Ὑποχρεώσεις.

Πᾶς ἀνιθαγενής ἔχει, ἐναντι τῆς χώρας ὅπου εὐρίσκειται, καθήκοντα ἅτινα συνεπάγονται εἰδικώτερον τὴν ὑποχρέωσιν

νὰ συμμορφοῦται πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς ὡς καὶ πρὸς τὰ πρὸς διατήρησιν τῆς δημοσίας τάξεως λαμβανόμενα μέτρα.

Ἄρθρον 3.

Ἀποκλεισμὸς διακρίσεων.

Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη θὰ ἐφαρμόζουν τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως ἄνευ οὐδεμιᾶς διακρίσεως φυλῆς, θρησκείας ἢ χώρας καταγωγῆς.

Ἄρθρον 4.

Θρησκεία.

Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη θὰ παρέχουν εἰς τοὺς ἀνιθαγενεῖς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των μεταχειρίσιν τοῦλάχιστον ἐξ ἴσου εὐνοϊκὴν πρὸς τὴν παρεχομένην εἰς τοὺς ἡμεδαποὺς εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν ἐλευθερίαν ἐνασκήσεως τῆς θρησκείας των καὶ εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν ἐλευθερίαν τῆς θρησκευτικῆς ἀγωγῆς τῶν τέκνων των.

Ἄρθρον 5.

Δικαιώματα παραχωρηθέντα ἀνεξαρτήτως τῆς Συμβάσεως ταύτης.

Οὐδεμία διάταξις τῆς Συμβάσεως ταύτης θίγει ἕτερα δικαιώματα καὶ πλεονεκτήματα παραχωρηθέντα ἀνεξαρτήτως τῆς Συμβάσεως ταύτης εἰς τοὺς ἀνιθαγενεῖς.

Ἄρθρον 6.

Ἡ ἔκφρασις «ὑπὸ τὰς αὐτὰς συνθήκας».

Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὁ ὄρος «ὑπὸ τὰς αὐτὰς συνθήκας» σημαίνει ὅτι ἅπασαι αἱ προϋποθέσεις (καὶ δὴ ὅσαι ἀφοροῦν εἰς τὴν διάρκειαν καὶ τὰς προϋποθέσεις προσωρινῆς ἢ μονίμου διαμονῆς) ἅς θὰ ὀφείλει νὰ πληροῖ ὁ ἀνιθαγενής διὰ νὰ δύναται νὰ ἀσκήσῃ τὸ συγκεκριμένον δικαίωμα, ἐὰν δὲν ἦτο ἀνιθαγενής, ὀφείλου νὰ πληρῶνται ὑπ' αὐτοῦ, ἐξαιρουμένων ἐκείνων τῶν προϋποθέσεων, αἵτινες ὡς ἐκ τῆς φύσεώς των δὲν δύναται νὰ πληρωθοῦν ὑπὸ ἀνιθαγενοῦς.

Ἄρθρον 7.

Ἀπαλλαγὴ ἀπὸ τῆς ἀμοιβαιότητος.

1. Ἐπιφυλασσομένων τῶν ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως προβλεπομένων πλέον εὐνοϊκῶν διατάξεων, πᾶν συμβαλλόμενον Κράτος θὰ παρέχῃ εἰς τοὺς ἀνιθαγενεῖς τὸ καθεστῶς τὸ ὁποῖον παρέχει εἰς τοὺς ἄλλοδαποὺς ἐν γένει.

2. Μετὰ πάροδον χρόνου διαμονῆς τριῶν ἐτῶν, ἅπαντες οἱ ἀνιθαγενεῖς ἀπολαύουν, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν συμβαλλόμενων Κρατῶν, τῆς ἀπαλλαγῆς ἀπὸ τῆς νομοθετικῆς ἀμοιβαιότητος.

3. Πᾶν συμβαλλόμενον Κράτος θὰ συνεχίσῃ νὰ παρέχῃ εἰς τοὺς ἀνιθαγενεῖς τὰ δικαιώματα καὶ προνόμια ἅτινα ἠδύνατο οὔτοι ἤδη νὰ ἐπικαλεσθοῦν καὶ ἐν ἐλλείψει ἀμοιβαιότητος, κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως διὰ τὸ ἐν λόγῳ Κράτος.

4. Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη θὰ ἀντιμετωπίσουν εὐνοϊκῶς τὴν δυνατότητα παροχῆς εἰς τοὺς ἀνιθαγενεῖς, ἐν ἐλλείψει ἀμοιβαιότητος, δικαιῶματα καὶ πλεονεκτήματα ἐπὶ πλέον ἐκείνων ἅτινα οὔτοι δύναται νὰ ἐπικαλεσθοῦν βάσει τῶν παραγράφων 2 καὶ 4 ὡς καὶ τὴν δυνατότητα παροχῆς τοῦ εὐεργετήματος ἀπαλλαγῆς ἀπὸ τῆς ἀμοιβαιότητος εἰς ἀνιθαγενεῖς οἵτινες δὲν πληροῦν τὰς προϋποθέσεις τῶν παραγράφων 2 καὶ 3.

5. Αἱ διατάξεις τῶν ὡς ἄνω παραγράφων 2 καὶ 3 ἐφαρμόζονται τόσον ἐπὶ τῶν ὑπὸ τῶν ἄρθρων 13, 18, 19, 21 καὶ 22 τῆς παρούσης Συμβάσεως προβλεπομένων δικαιωμάτων καὶ προνομίων ὅσον καὶ ἐπὶ τῶν μὴ ὑπὸ ταύτης προβλεπομένων δικαιωμάτων καὶ προνομίων.

"Αρθρον 8.

Ἀπαλλαγὴ ἀπὸ ἐξαιρετικῶν μέτρων.

Ἐν σχέσει πρὸς τὰ ἐξαιρετικὰ μέτρα ἅτινα δύνανται νὰ ληφθῶν κατὰ τοῦ προσώπου, τῆς περιουσίας ἢ τῶν συμφερόντων τῶν ὑπηκόων ἢ τῶν πρώην ὑπηκόων ὠρισμένου Κράτους, τὰ συμβαλλόμενα Κράτη δὲν θὰ ἐφαρμόζουσι τὰ μέτρα ταῦτα ἐπὶ ἀνιθαγενεῶς, ἀποκλειστικῶς καὶ μόνον ἐπειδὴ ἔσχε τὴν ἰθαγένειαν τοῦ ἐν λόγῳ Κράτους. Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη ἅτινα, ὡς ἐκ τῆς νομοθεσίας των, δὲν δύνανται νὰ ἐφαρμόσουσι τὴν ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ καθιερωμένην γενικὴν ἀρχήν, θὰ παρέχουν εἰς τὰς συγκεκριμένας περιπτώσεις ἀπαλλαγὰς ὑπὲρ τῶν τοιούτων ἀνιθαγενῶν.

"Αρθρον 9.

Προσωρινὰ Μέτρα.

Οὐδεμία τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως ἔχει ὡς ἀποτέλεσμα τὴν παρακώλυσιν συμβαλλομένου Κράτους, ὅπως, ἐν καιρῷ πολέμου ἢ ὑπὸ ἄλλας σοβαρὰς καὶ ἐξαιρετικὰς συνθήκας, λάβῃ προσωρινῶς ἐναντι συγκεκριμένου προσώπου, τὰ μέτρα ἅτινα τὸ Κράτος τοῦτο κρίνει ἀναγκαῖα διὰ τὴν ἐθνικὴν ἀσφάλειαν, μέχρις ὅτου διαπιστωθῇ ὅτι τὸ πρόσωπον τοῦτο εἶναι ὄντως ἀνιθαγενής, καὶ ὅτι ἡ διατήρησις τῶν ρηθέντων μέτρων εἶναι ἀναγκαῖα ὡς πρὸς αὐτὸ ἐν τῷ συμφερόντι τῆς ἐθνικῆς ἀσφαλείας.

"Αρθρον 10.

Συνέχεια τῆς διαμονῆς.

1. Ὅσακις ἀνιθαγενής τις ἐξετοπίσθη κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ δευτέρου παγκοσμίου πολέμου καὶ μετεφέρθη εἰς τὸ ἐδάφος ἐνὸς τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν ὅπου καὶ διαμένει, ἡ διάρκεια τῆς ἀναγκαστικῆς ταύτης διαμονῆς θὰ ὑπολογισθῇ ὡς χρόνος κανονικῆς διαμονῆς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τούτου.

2. Ὅσακις ἀνιθαγενής τις ἐξετοπίσθη τοῦ ἐδάφους συμβαλλομένου Κράτους κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ δευτέρου παγκοσμίου πολέμου καὶ ἐπέστρεψεν εἰς αὐτὸ πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως ἵνα διαμείνῃ μονίμως ἐν αὐτῷ, ἡ προηγηθεῖσα περίοδος ὁμοῦ μετὰ τῆς ἐπομένης τῆς τοιαύτης ἐκτοπίσεως, θὰ θεωρῶνται διὰ πάντα σκοπὸν δι' ὃν ἀπαιτεῖται ἀδιάκοπος μόνιμος διαμονή, ὡς συνιστῶσαι ἐνιαίαν ἀδιάκοπον περίοδον.

"Αρθρον 11.

Ναυτικοὶ ἀνιθαγενεῖς.

Εἰς τὴν περίπτωσιν ἀνιθαγενῶν κανονικῶς ἀπασχολουμένων ὡς μελῶν πληρώματος πλοίου ὑπὸ σημαίαν συμβαλλομένου Κράτους, τὸ Κράτος τοῦτο θὰ ἐξετάζῃ εὐνοικῶς τὴν δυνατότητα παρασχῆς ἀδείας εἰς τοὺς ἐν λόγῳ ἀνιθαγενεῖς νὰ ἐγκατασταθοῦν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του καὶ παρασχῆς εἰς τοὺτους ταξιδιωτικῶν ἐγγράφων ἢ νὰ τοὺς δεχθῇ προσωρινῶς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του καὶ δὴ πρὸς διευκόλυνσιν τῆς ἐγκαταστάσεώς των εἰς ἄλλην χώραν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ. ΝΟΜΙΚΗ ΚΑΤΑΣΤΑΣΙΣ

"Αρθρον 12.

Προσωπικὴ κατάσταση.

1. Ἡ προσωπικὴ κατάσταση παντὸς ἀνιθαγενεῶς θὰ διέπῃται ὑπὸ τοῦ δικαίου τῆς χώρας τῆς κατοικίας του ἢ, ἐν ἐλλείψει κατοικίας, ὑπὸ τοῦ δικαίου τῆς χώρας τῆς διαμονῆς του.

2. Τὰ πρότερον ὑπὸ τοῦ ἀνιθαγενεῶς ἀποκτηθέντα καὶ ἐκ τῆς προσωπικῆς καταστάσεως αὐτοῦ πηγάζοντα δικαιώματα, εἰδικώτερον δὲ τὰ ἐκ τοῦ γάμου προκύπτοντα θὰ τυγχάνουν σεβασμοῦ ἐκ μέρους παντὸς συμβαλλομένου Κράτους, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν, συντρεχούσης περιπτώσεως, τῆς πληρώσεως τῶν ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τοῦ ρηθέντος κράτους προβλεπομένων διατυπώσεων, ἐξυπακουομένου, ἐν

τούτοις, ὅτι τὸ ἐν προκειμένῳ δικαίωμα θὰ ὀφείλῃ νὰ εἶναι ἐξ ἐκείνων ἅτινα θὰ ἀνεγνωρίζοντο ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τοῦ ρηθέντος Κράτους, ἐὰν ὁ ἐνδιαφερόμενος δὲν εἶχε καταστῆ ἀνιθαγενής.

"Αρθρον 13.

Κινητὴ καὶ ἀκίνητος περιουσία.

Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη θὰ παρέχουν εἰς πάντα, ἀνιθαγενῇ μεταχειρίσιν ὅσον τὸ δυνατόν εὐνοικῆν, ἐν πάσῃ δὲ περιπτώσει, μεταχειρίσιν οὐχὶ ὀλιγώτερον εὐνοικῆν τῆς παρεχομένης, ὑπὸ τὰς αὐτὰς συνθήκας, εἰς τοὺς ἄλλοδαποὺς ἐν γένει, εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ εἰς τὴν ἀπόκτησιν κινητῆς καὶ ἀκινήτου περιουσίας καὶ ἐτέρων σχετικῶν πρὸς ταύτην δικαιωμάτων, τὴν μίσθωσιν καὶ τὰς ἄλλας σχετικὰς πρὸς τὴν τὴν κινητὴν καὶ ἀκίνητον περιουσίαν συμβάσεις.

"Αρθρον 14.

Πνευματικὴ καὶ βιομηχανικὴ ἰδιοκτησία.

Ἐπὶ θεμάτων προστασίας τῆς βιομηχανικῆς ἰδιοκτησίας, ἢτοι ἐφευρέσεων, σχεδίων, προτύπων, βιομηχανικῶν σημάτων, ἐμπορικῆς ἐπωνυμίας καὶ ἐπὶ θεμάτων προστασίας τῆς λογοτεχνικῆς, καλλιτεχνικῆς καὶ ἐπιστημονικῆς ἰδιοκτησίας, πᾶς ἀνιθαγενής θὰ ἀπολαύῃ ἐντὸς τῆς χώρας ὅπου ἔχει τὴν συνήθη διαμονήν του τῆς εἰς τοὺς ἡμεδαποὺς ἐν τῇ χώρᾳ ταύτῃ παρεχομένης προστασίας. Ἐπὶ τοῦ ἐδάφους οἰουδήποτε τῶν λοιπῶν συμβαλλομένων Κρατῶν, θὰ ἀπολαύῃ τῆς προστασίας ἣτις παρέχεται ἐπὶ τοῦ ρηθέντος ἐδάφους εἰς τοὺς πολίτας τῆς χώρας ὅπου ἔχει τὴν συνήθη διαμονήν του.

"Αρθρον 15.

Δικαίωμα τοῦ συνεταιριζέσθαι.

Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη θὰ παρέχουν εἰς τοὺς ἀνιθαγενεῖς οἵτινες διαμένουν κανονικῶς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των, εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ εἰς τὰς μὴ πολιτικὰς καὶ μὴ κερδοσκοπικὰς ἐνώσεις καὶ τὰς ἐπαγγελματικὰς ὁργανώσεις, μεταχειρίσιν ὅσον τὸ δυνατόν εὐνοικῆν, ἐν πάσῃ δὲ περιπτώσει, μεταχειρίσιν οὐχὶ ὀλιγώτερον εὐνοικῆν τῆς παρεχομένης, ὑπὸ τὰς αὐτὰς συνθήκας, εἰς τοὺς ἄλλοδαποὺς ἐν γένει.

"Αρθρον 16.

Δικαίωμα τοῦ παρίστασθαι ἐνώπιον Δικαστηρίων.

1. Πᾶς ἀνιθαγενής θὰ ἔχῃ, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν, τὴν δυνατότητα ἐλευθέρως καὶ εὐχεροῦς προσφυγῆς εἰς τὰ δικαστήρια.

2. Ἐντὸς τοῦ συμβαλλομένου Κράτους ἐνθα ἔχει τὴν συνήθη αὐτοῦ διαμονήν, πᾶς ἀνιθαγενής θὰ ἀπολαύῃ τῆς αὐτῆς ὡς καὶ ἡμεδαποὶ μεταχειρίσεως εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ εἰς τὴν προσφυγὴν εἰς τὰ δικαστήρια, συμπεριλαμβανομένου τοῦ ἐυεργετήματος τῆς πενίας καὶ τῆς ἀπαλλαγῆς ἀπὸ τῆς ἐγγυοδοσίας ἄλλοδαποῦ.

3. Εἰς τὰ λοιπὰ Συμβαλλόμενα Κράτη, πλὴν ἐκείνων ἐνθα ἔχει τὴν συνήθη αὐτοῦ διαμονήν καὶ εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ εἰς τὰ θέματα τὰ ὑπὸ τῆς παραγράφου 2 σκοπούμενα, πᾶς ἀνιθαγενής θὰ ἀπολαύῃ τῆς αὐτῆς ὡς καὶ ὁ κεκτημένος τὴν ἰθαγένειαν τοῦ Κράτους ἐν τῷ ὁποίῳ ἔχει τὴν συνήθη αὐτοῦ διαμονήν, μεταχειρίσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ ΚΕΡΔΟΣΚΟΠΙΚΑΙ ΕΡΓΑΣΙΑΙ

"Αρθρον 17.

Ἐμμίσθα Ἐπαγγέλματα.

1. Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη θὰ παρέχουν εἰς πάντα ἀνιθαγενῇ κανονικῶς διαμένοντα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των μεταχειρίσιν ὅσον τὸ δυνατόν εὐνοικῆν, ἐν πάσῃ δὲ περιπτώσει, μεταχειρίσιν οὐχὶ ὀλιγώτερον εὐνοικῆν τῆς παρεχομένης, ὑπὸ τὰς αὐτὰς συνθήκας, εἰς τοὺς ἄλλοδαποὺς ἐν γένει, εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν ἄσκησιν ἐμμίσθου ἐπαγγελματικῆς δραστηριότητος.

2. Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη θὰ ἀντιμετωπίσουν εὐνοϊκῶς τὴν υἰοθέτησιν μέτρων τεινόντων εἰς ἐξομοίωσιν τῶν δικαιωμάτων ἀπάντων τῶν ἀνιθαγενῶν, εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν ἀσκησιν τῶν ἐμμίσθων ἐπαγγελμάτων, πρὸς τὰ δικαιώματα τῶν ἰδίων των ὑπηκόων καὶ δὴ προκειμένου περὶ ἀνιθαγενῶν οἷτινες εἰσῆλθον εἰς τὸ ἔδαφος των κατ' ἐφαρμογὴν προγράμματος συγκεντρώσεως ἐργατικῶν δυναμικῶν ἢ σχεδίου εἰσοδογῆς μεταναστῶν.

Ἄρθρον 18.

Ἄμισθα Ἐπαγγέλματα.

Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη θὰ παρέχουν εἰς τοὺς ἀνιθαγενεῖς οἷτινες εὐρίσκονται κανονικῶς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των μεταχειρίσιν ὅσον τὸ δυνατόν εὐνοϊκῆν, ἐν πάσῃ δὲ περιπτώσει, μεταχειρίσιν οὐχὶ ὀλιγώτερον εὐνοϊκῆν τῆς παρεχομένης, ὑπὸ τὰς αὐτὰς συνθήκας, εἰς τοὺς ἀλλοδαποὺς ἐν γένει, εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν ἀσκησιν ἀμίσθου ἐπαγγέλματος, εἰς τὸν τομέα τῆς γεωργίας, τῆς βιομηχανίας, τῆς τέχνης καὶ τοῦ ἐμπορίου, ὡς καὶ εἰς τὴν σύστασιν ἐμπορικῶν καὶ βιομηχανικῶν ἐταιρειῶν.

Ἄρθρον 19.

Ἐλευθέρια Ἐπαγγέλματα.

Πᾶν συμβαλλόμενον Κράτος θὰ παρέχῃ εἰς τοὺς ἀνιθαγενεῖς τοὺς διαμένοντας κανονικῶς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του, οἷτινες εἶναι κάτοχοι διπλωμάτων ἀνεγνωρισμένων ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν τοῦ ἐν λόγῳ Κράτους καὶ οἷτινες ἐπιθυμοῦν νὰ ἀσκήσουν ἐλευθέριον ἐπάγγελμα, μεταχειρίσιν ὅσον τὸ δυνατόν εὐνοϊκῆν, ἐν πάσῃ δὲ περιπτώσει, μεταχειρίσιν οὐχὶ ὀλιγώτερον εὐνοϊκῆν τῆς παρεχομένης, ὑπὸ τὰς αὐτὰς συνθήκας, εἰς τοὺς ἀλλοδαποὺς ἐν γένει.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV.

ΚΟΙΝΩΝΙΚΑ ΠΛΕΟΝΕΚΤΗΜΑΤΑ

Ἄρθρον 20.

Διανομὴ ἀγαθῶν διὰ δελτίων.

Εἰς ἣν περίπτωσιν ὑφίσταται σύστημα διανομῆς ἀγαθῶν διὰ δελτίων εἰς ὃ ὑπόκειται ὁ πληθυσμὸς ἐν τῷ συνόλῳ του καὶ τὸ ὅποιον καθορίζει τὴν γενικὴν κατανομὴν τῶν προϊόντων ἅτινα ὑφίστανται ἐν ἀνεπαρκείᾳ, οἱ ἀνιθαγενεῖς τυγχάνουν τῆς αὐτῆς ὡς καὶ οἱ ἡμεδαποὶ μεταχειρίσεως.

Ἄρθρον 21.

Στέγασις.

Εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν στέγασιν, τὰ συμβαλλόμενα Κράτη θὰ παρέχουν, ἐν ᾧ μέτρῳ τὸ θέμα τοῦτο ὑπόκειται εἰς ρύθμισιν προβλεπομένην ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν, ἢ τελεῖ ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τῶν δημοσίων ἀρχῶν, εἰς τοὺς κανονικῶς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των διαμένοντας ἀνιθαγενεῖς, μεταχειρίσιν ὅσον τὸ δυνατόν εὐνοϊκῆν, ἐν πάσῃ δὲ περιπτώσει, μεταχειρίσιν οὐχὶ ὀλιγώτερον εὐνοϊκῆν τῆς παρεχομένης, ὑπὸ τὰς αὐτὰς συνθήκας, εἰς τοὺς ἀλλοδαποὺς ἐν γένει.

Ἄρθρον 22.

Δημοσία Ἐκπαίδευσις.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη θὰ παρέχουν εἰς τοὺς ἀνιθαγενεῖς τὴν αὐτὴν ὡς καὶ εἰς τοὺς ἡμεδαποὺς μεταχειρίσιν, εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν στοιχειώδη ἐκπαίδευσιν.

2. Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη θὰ παρέχουν εἰς τοὺς ἀνιθαγενεῖς μεταχειρίσιν ὅσον τὸ δυνατόν εὐνοϊκῆν, ἐν πάσῃ δὲ περιπτώσει, μεταχειρίσιν οὐχὶ ὀλιγώτερον εὐνοϊκῆν τῆς παρεχομένης, ὑπὸ τὰς αὐτὰς συνθήκας, εἰς τοὺς ἀλλοδαποὺς ἐν γένει, εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰς πέραν τῆς στοιχειώδους ἐκπαίδευσως ὑφισταμένης κατηγορίας ἐκπαίδευσως καὶ δὴ παιδείας ὑφισταμένης κατηγορίας ἐκπαίδευσως καὶ δὴ εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν δυνατότητα σπουδῶν, τὴν ἀναγνώρισιν τῶν ἐνδεικτικῶν σπουδῶν, διπλωμάτων καὶ πανεπιστημιακῶν τίτλων ἐκδοθέντων εἰς τὴν ἀλλοδαπήν, τὴν καταβολὴν δικαιωμάτων καὶ φόρων καὶ τὴν ἀπονομὴν ὑποτροφῶν.

Ἄρθρον 23.

Κρατικὴ περίθαλψις.

Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη θὰ παρέχουν εἰς τοὺς κανονικῶς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των διαμένοντας ἀνιθαγενεῖς, τὴν αὐτὴν μεταχειρίσιν ὡς καὶ εἰς τοὺς ἡμεδαποὺς, εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν κρατικὴν ἀρωγὴν καὶ περίθαλψιν.

Ἄρθρον 24.

Ἐργατικὴ Νομοθεσία καὶ Κοινωνικὴ Ἀσφάλισις.

1. Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη θὰ παρέχουν εἰς τοὺς κανονικῶς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των διαμένοντας ἀνιθαγενεῖς τὴν αὐτὴν ὡς καὶ εἰς τοὺς ἡμεδαποὺς μεταχειρίσιν εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰ ἀκόλουθα θέματα :

α) Ἐν ᾧ μέτρῳ τὰ θέματα ταῦτα ρυθμίζονται ὑπὸ τῆς νομοθεσίας ἢ ἐξαρτῶνται ἐκ τῶν διοικητικῶν ἀρχῶν : τὴν ἀμοιβὴν συμπεριλαμβανομένων τῶν οἰκογενειακῶν ἐπιδομάτων, ὡς καὶ τὰ ἐπιδόματα ταῦτα ἀποτελοῦν μέρος τῆς ἀμοιβῆς, τὴν διάρκειαν ἐργασίας, τὰς ὑπερωρίας, τὰς κανονικὰς ἀδείας μετ' ἀποδοχῶν, τοὺς περιορισμοὺς τῆς κατ' οἶκον ἐργασίας, τὴν ἡλικίαν πρὸς πρόσληψιν εἰς ἐργασίαν, τὴν μαθητείαν καὶ τὴν ἐπαγγελματικὴν ἐκπαίδευσιν, τὴν ἐργασίαν τῶν γυναικῶν καὶ τῶν ἐφήβων καὶ τὴν ἀπόλαυσιν τῶν ὑπὸ τῶν συλλογικῶν συμβάσεων προσφερομένων πλεονεκτημάτων.

β) Τὴν κοινωνικὴν ἀσφάλισιν (τὰς νομικὰς διατάξεις τὰς σχετικὰς πρὸς τὰ ἐργατικὰ ἀτυχήματα, τὰς ἐπαγγελματικὰς νόσους, τὴν μητρότητα, τὴν ἀσθένειαν, τὴν ἀναπηρίαν, τὸ γῆρας καὶ τὸν θάνατον, τὴν ἀνεργίαν, τὰ οἰκογενειακὰ βάρη, ὡς καὶ πάντα ἄλλον κίνδυνον ὅστις, συμφώνως πρὸς τὴν ἐθνικὴν νομοθεσίαν καλύπτεται ὑπὸ συστήματός τινος κοινωνικῆς ἀσφαλίσεως) ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν :

i) Τῶν καταλλήλων ρυθμίσεων τῶν ἀποσκοποῦσῶν εἰς τὴν διατήρησιν τῶν κεκτημένων ἢ ὑπὸ κτῆσιν δικαιωμάτων.

ii) Τῶν εἰδικῶν διατάξεων τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας τῆς χώρας διαμονῆς τῶν ἀναφερομένων εἰς τὰς παροχὰς ἢ κλάσματα παροχῶν τὰς πληρωτέας ἀποκλειστικῶς ἐκ δημοσίων κονδυλίων, ὡς καὶ τὰ ἐπιδόματα τὰ παρεχόμενα εἰς πρόσωπα μὴ συγκεντροῦντα τὰς προϋποθέσεις τῆς ἀπαιτούμενης εἰσφορᾶς πρὸς ἀνομιμὴν κανονικῆς συντάξεως.

2. Τὰ δικαιώματα εἰς παροχὴν τὰ γεννώμενα ἐκ τοῦ θανάτου ἀνιθαγενοῦς ἐπελθόντος κατόπιν ἐργατικῶν ἀτυχήματος ἢ ἐπαγγελματικῆς νόσου, δὲν θίγονται ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι ὁ δικαιούχος διαμένει ἐκτὸς τοῦ ἐδάφους τοῦ συμβαλλομένου Κράτους.

3. Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη θὰ ἐπεκτείνουν εἰς τοὺς ἀνιθαγενεῖς τὰ εὐεργετήματα τῶν συμφωνιῶν αἷτινες ἔχουν ἤδη συναφθῆ ἢ πρόκειται νὰ συναφθοῦν μεταξὺ των σχετικῶς πρὸς τὴν διατήρησιν τῶν κεκτημένων ἢ ὑπὸ ἀπόκτησιν δικαιωμάτων, ἐπὶ θεμάτων κοινωνικῆς ἀσφαλίσεως, ἐφ' ὅσον οἱ ἀνιθαγενεῖς συγκεντροῦν τὰς προϋποθέσεις τὰς προβλεπομένας διὰ τοὺς ὑπηκόους τῶν χωρῶν μερῶν τῶν ἐν λόγῳ συμφωνιῶν.

4. Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη θὰ ἐξετάσουν εὐνοϊκῶς τὴν δυνατότητα ἐπεκτάσεως, ἐν τῷ πλήρει μέτρῳ τοῦ ἐφικτοῦ ἐπὶ ἀνιθαγενῶν τοῦ εὐεργετήματος παρομοίων συμφωνιῶν αἷτινες ἰσχύουν ἢ θὰ ἰσχύουν ἐν τῷ μέλλοντι μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν καὶ μὴ συμβαλλομένων Κρατῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

ΔΙΟΙΚΗΤΙΚΑ ΜΕΤΡΑ

Ἄρθρον 25.

Διοικητικὴ Ἀρωγὴ.

1. Ὅσακις διὰ τὴν ἐνάσκησιν δικαιωμάτων τινος ὑπὸ ἀνιθαγενοῦς εἶναι ἀναγκαῖα κανονικῶς ἢ βοήθεια ἀλλοδαπῶν ἀρχῶν εἰς ἃς οὗτος δὲν δύναται νὰ προσφύγῃ, τὰ συμβαλλόμενα Κράτη, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν ὁποίων οὗτος διαμένει, θὰ μεριμνήσουν ὥστε ἡ βοήθεια αὕτη νὰ τοῦ παρασχεθῆ ὑπὸ τῶν ἰδίων αὐτῶν ὑπηρεσιῶν.

2. Ἡ ἐν παραγράφῳ 1 σκοπούμενη ἀρχὴ ἢ ἀρχαί, θὰ χορηγοῦν, ἢ θὰ μεριμνοῦν διὰ τὴν χορήγησιν ὑπὸ τὴν ἐπιβλεψίν των, εἰς τοὺς ἀνιθαγενεῖς τῶν ἐγγράφων ἢ πιστοποιητικῶν ἄτινα, κανονικῶς, θὰ ἐχορηγοῦντο εἰς ἀλλοδαπὸν ὑπὸ τῶν ἐθνικῶν τοῦ ἀρχῶν ἢ τῆ μεσολαβήσει αὐτῶν.

3. Τὰ οὕτω ἐκδιδόμενα ἔγγραφα ἢ πιστοποιητικά θὰ ἀντικαθιστοῦν τὰς ἐπίσημους πράξεις τὰς χορηγουμένας εἰς τοὺς ἀλλοδαπούς ὑπὸ τῶν ἐθνικῶν των ἀρχῶν ἢ τῆ μεσολαβήσει αὐτῶν καὶ θὰ ἔχουν ἀποδεικτικὴν ἰσχύν μέχρις ἀποδείξεως περὶ τοῦ ἀντιθέτου.

4. Ἐπιφυλασσομένων τῶν ἐξαιρέσεων αἵτινες θὰ ἡδύναντο νὰ γίνονιν δεκταὶ ὑπὲρ τῶν πενήτων, αἱ ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ ἀναφερόμενα: ὑπηρεσίαι: δύνανται νὰ παρέχωνται ἐπ' ἀμοιβῆ, ἀλλ' αἱ ἀμοιβαὶ αὗται θὰ εἶναι εὐλογοὶ καὶ ἀνάλογοι πρὸς τὰς εἰσπρατταμένας παρὰ τῶν ἡμεδαπῶν ἐπ' εὐκαιρίᾳ παρεμφερῶν ὑπηρεσιῶν.

5. Αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου τούτου οὐδόλως θίγουν τὰ ἄρθρα 27 καὶ 28.

Ἄρθρον 26.

Ἐλευθερία Κυκλοφορίας.

Πᾶν συμβαλλόμενον Κράτος θὰ παρέχῃ εἰς τοὺς κανονικῶς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του διαμένοντας ἀνιθαγενεῖς τὸ δικαίωμα νὰ ἐπιλέγουν ἐπ' αὐτοῦ τὸν τόπον τῆς διαμονῆς των καὶ νὰ κυκλοφοροῦν ἐπ' αὐτοῦ ἐλευθέρως, ὑπὸ τὰς ἐπιφυλάξεις τὰς καθιερωμένας ὑπὸ τῆς ἐφαρμοστίας διὰ τοὺς ἀλλοδαπούς ἐν γένει νομοθεσίας, ὑπὸ τὰς αὐτὰς συνθήκας.

Ἄρθρον 27.

Ἐγγραφα ταυτότητος.

Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη θὰ χορηγοῦν ἔγγραφα ταυτότητος εἰς τοὺς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των εὐρισκομένους ἀνιθαγενεῖς, τοὺς μὴ διαθέτοντας ἔγκυρα ταξιδιωτικὰ ἔγγραφα.

Ἄρθρον 28.

Ταξιδιωτικὰ ἔγγραφα.

1. Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη θὰ χορηγοῦν εἰς τοὺς κανονικῶς διαμένοντας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των ἀνιθαγενεῖς, ταξιδιωτικὰ ἔγγραφα προοριζόμενα ὅπως ἐπιτρέπουν εἰς αὐτοὺς νὰ ταξιδεύουν ἐκτὸς τοῦ ἐδάφους τούτου, ἐκτὸς ἐὰν ἀντιτίθενται εἰς τοῦτο ἐπιτακτικοὶ λόγοι ἐθνικῆς ἀσφαλείας ἢ δημοσίας τάξεως. Αἱ διατάξεις τοῦ παραρτήματος τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ ἔχουν ἐφαρμογὴν ἐπὶ τῶν ἐγγράφων τούτων. Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη θὰ δύνανται νὰ χορηγοῦν τοιοῦτον ταξιδιωτικὸν ἔγγραφο καὶ εἰς πάντα ἕτερον ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των εὐρισκόμενον ἀνιθαγενῆ, θὰ δίδουν δὲ ἰδιαιτέραν προσοχὴν εἰς τὰς περιπτώσεις ἀνιθαγενῶν εὐρισκομένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των, οἵτινες δὲν δύνανται νὰ λάβουν ταξιδιωτικὸν ἔγγραφο τῆς χώρας τῆς κανονικῆς των διαμονῆς.

Ἄρθρον 29.

Φορολογικὰ βάρη.

1. Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη δὲν θὰ ὑποβάλλουν τοὺς ἀνιθαγενεῖς εἰς δικαιώματα, φόρους, δασμούς, ἀνεξαρτήτως ὀνομασίας, ἐτέρους ἢ ἡυξημένους ἐναντι ἐκείνων οἵτινες εἰσπράττονται ἢ θὰ εἰσπράττονται παρὰ τῶν πολιτῶν των ὑπὸ ἀναλόγους συνθήκας.

2. Αἱ διατάξεις τῆς προηγουμένης παραγράφου δὲν κωλύουν τὴν ἐπὶ τῶν ἀνιθαγενῶν ἐφαρμογὴν τῶν νομικῶν διατάξεων καὶ κανονισμῶν, ἀφορώντων τέλη σχετικά πρὸς τὴν χορήγησιν εἰς τοὺς ἀλλοδαπούς διοικητικῆς φύσεως ἐγγράφων, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν ἐγγράφων ταυτότητος.

Ἄρθρον 30.

Μεταβίβασις περιουσιακῶν στοιχείων.

1. Πᾶν συμβαλλόμενον Κράτος θὰ ἐπιτρέπῃ εἰς τοὺς ἀνιθαγενεῖς, συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς αὐτοῦ, ὅπως μεταφέρουν τὰ περιουσιακὰ στοιχεῖα ἄτινα

εἰσήγαγον ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του, εἰς τὸ ἔδαφος ἄλλης χώρας, ὅπου ἐγένοντο δεκτοὶ πρὸς ἐπανεγκατάστασιν.

2. Πᾶν συμβαλλόμενον Κράτος θὰ ἀντιμετωπιζῇ εὐνοϊκῶς τὰς αἰτήσεις τὰς ὑποβαλλόμενας ὑπὸ ἀνιθαγενῶν οἵτινες ἐπιθυμοῦν νὰ λάβουν ἀδειαν μεταφορᾶς οἰωνδῆποτε ἄλλων ὑπαρχόντων ἀναγκαίων διὰ τὴν ἐπανεγκατάστασιν των εἰς ἄλλην χώραν, ὅπου ἐγένοντο δεκτοὶ πρὸς ἐπανεγκατάστασιν.

Ἄρθρον 31.

Ἀπέλασις.

1. Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη δὲν θὰ ἀπελαύνουν ἀνιθαγενῆ, εὐρισκόμενον κανονικῶς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των, εἰμὴ μόνον διὰ λόγους ἐθνικῆς ἀσφαλείας ἢ δημοσίας τάξεως.

2. Ἡ ἀπέλασις τοιοῦτου ἀνιθαγενοῦς θὰ λαμβάνῃ χώραν μόνον εἰς ἐκτέλεσιν ἀποφάσεως ἐκδοθείσης συμφώνως πρὸς τὴν ὑπὸ τοῦ νόμου προβλεπομένην διαδικασίαν εἰς τὸν ἀνιθαγενῆ καὶ ἐφ' ὅσον δὲν ἀντιτίθενται εἰς τοῦτο ἐπιτακτικοὶ λόγοι ἐθνικῆς ἀσφαλείας, δέον νὰ παρέχῃται ἢ εὐχέρεια προσκλήσεως ἀποδείξεων τεινουσῶν εἰς ἀθώωσίν του, ὑποβολῆς προσφυγῆς καὶ ἐκπροσωπήσεως πρὸς τοῦτο ἐνώπιον μιᾶς ἀρμεδίας ἀρχῆς ἢ ἐνώπιον ἐνὸς ἢ πλείονων προσώπων εἰδικῶς διωρισμένων ὑπὸ τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς.

3. Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη θὰ παρέχουν εἰς τὸν τοιοῦτον ἀνιθαγενῆ εὐλογον προθεσίαν ἵνα δυνηθῇ νὰ ἐπιδιώξῃ ὅπως γίνῃ κανονικῶς δεκτὸς εἰς ἄλλην χώραν. Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη δύνανται νὰ ἐπιβάλλουν, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς τοιαύτης προθεσμίας, οἰοδόποτε κατὰ τὴν κρίσιν των πρόσφορον μέτρον ἐσωτερικῆς τάξεως.

Ἄρθρον 32.

Πολιτογράφησις.

Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη θὰ διευκολύνουν, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ τὴν ἀφομοίωσιν καὶ πολιτογράφησιν τῶν ἀνιθαγενῶν. Εἰδικώτερον θὰ προσπαθήσουν νὰ ἐπιταχύνουν τὴν διαδικασίαν πολιτογραφῆσεως καὶ νὰ μειώσουν, ἐν τῷ πλήρει μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, τοὺς φόρους καὶ τὰ ἐξοδα τῆς τοιαύτης διαδικασίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI

ΤΕΛΙΚΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Ἄρθρον 33.

Πληροφορία σχετικά πρὸς τοὺς ἐθνικοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς.

Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη θὰ κοινοποιοῦν εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν τὸ κείμενον τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν οὓς ἤθελον ἐκδώσει ἵνα ἐξασφαλίσουν τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 34.

Ἐπίλυσις διαφορῶν.

Πᾶσα διαφορὰ μεταξὺ τῶν μερῶν εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν σχετικῶς πρὸς τὴν ἐρμηνείαν τῆς ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς, ἣτις δὲν θὰ καταστῇ δυνατὸν νὰ ρυθμισθῇ ἄλλως, θὰ ὑποβάλλεται εἰς τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον τῆ αἰτήσεως ἐνὸς τῶν ἐν τῇ διαφορᾷ μερῶν.

Ἄρθρον 35.

Ἵπογραφή, ἐπικύρωσις καὶ προσχώρησις.

1. Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφήν εἰς τὴν Ἐδραν τοῦ Ὄργανισμοῦ Ἠνωμένων Ἐθνῶν ἕως τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1955.

2. Θὰ εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφήν:

α) Παρὰ παντὸς Κράτους Μέλους τοῦ Ὄργανισμοῦ Ἠνωμένων Ἐθνῶν.
β) Παρὰ παντὸς ἐτέρου Κράτους μὴ μέλους προσκληθέντος εἰς τὴν Συνδιάσκεψιν τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν περὶ τῆς νομικῆς καταστάσεως τῶν ἀνιθαγενῶν.

γ) Παρά παντός Κράτους εἰς ὃ ἡ Γενικὴ Συνέλευσις τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν ἤθελεν ἀπευθύνει πρόσκλησιν ὑπογραφῆς ἢ προσχωρήσεως.

3. Ὁφείλει νὰ ἐπικυρωθῇ, τὰ δὲ ἔγγραφα ἐπικυρώσεως δέον νὰ κατατεθοῦν παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

4. Τὰ ἐν παραγράφῳ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου σκοπούμενα Κράτη, θὰ δύνανται νὰ προσχωρήσουν εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν. Ἡ προσχώρησις θὰ πραγματοποιηθῇ διὰ τῆς καταθέσεως ἔγγραφου προσχωρήσεως παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον 36.

Ρήτρα Ἐδαφικῆς Ἐφαρμογῆς.

1. Πᾶν Κράτος θὰ δύνανται, κατὰ τὴν ὑπογραφὴν, ἐπικυρώσιν ἢ προσχώρησιν, νὰ δηλώσῃ ὅτι ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ ἐκτείνεται εἰς τὸ σύνολον τῶν ἐδαφῶν ἅτινα τοῦτο ἐκπροσωπεῖ ἐπὶ τοῦ διεθνοῦς πεδίου, ἢ εἰς ἓν ἢ πλείονα ἐξ αὐτῶν. Μία τοιαύτη δήλωσις θὰ παράγῃ ἀποτελέσματα ἅμα τῇ ἐνάρξει τῆς ἰσχύος τῆς Συμβάσεως διὰ τὸ ἐν λόγῳ Κράτος.

2. Ὅποτεδήποτε μεταγενεστέρως, ἡ ἐπέκτασις αὕτη θὰ πραγματοποιηθῇ διὰ γνωστοποιήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, θὰ παράγῃ δὲ τὰ ἀποτελέσματά της ἀπὸ τῆς ἐνενηκοστῆς ἡμέρας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν θὰ λάβῃ τὴν γνωστοποίησιν ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν ἢ ἀπὸ τῆς ἡμέρας ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς Συμβάσεως διὰ τὸ ἐν λόγῳ Κράτος, ἐὰν ἡ τελευταία αὕτη ἡμερομηνία εἶναι μεταγενεστέρα.

3. Καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὰ ἐδάφη ἐφ' ὧν ἡ Σύμβασις αὕτη δὲν θὰ ἰσχύῃ κατὰ τὴν ἡμέραν τῆς ὑπογραφῆς, ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, ἕκαστον ἐνδιαφερόμενον Κράτος θὰ ἐξετάζῃ τὴν δυνατότητα ὅπως λάβῃ τὸ ταχύτερον δυνατόν πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα, ὥστε νὰ καταλήξῃ εἰς τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως ταύτης ἐπὶ τῶν ρηθέντων ἐδαφῶν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν, ἐφ' ὅσον συντρέχει περίπτωσις, τῆς συναίνεσεως τῶν κυβερνήσεων τῶν ἐδαφῶν αὐτῶν, ἢ τις θὰ ἀπητεῖτο διὰ συνταγματικὸς λόγους.

Ἄρθρον 37.

Ρήτρα περὶ Ὁμοσπονδιῶν.

Ἐν περιπτώσει ὁμοσπονδιακοῦ ἢ μὴ ἐνιαίου Κράτους θὰ ἔχουν ἐφαρμογὴν αἱ κάτωθι διατάξεις :

α) Καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὰ ἄρθρα τῆς παρούσης Συμβάσεως τῶν ὁποίων ἡ ἐφαρμογὴ ἐναπόκειται εἰς τὴν νομοθετικὴν δραστηριότητα τῆς ὁμοσπονδιακῆς νομοθετικῆς ἐξουσίας, αἱ ὑποχρεώσεις τῆς ὁμοσπονδιακῆς κυβερνήσεως θὰ εἶναι ἐν τῷ μέτρῳ τοῦτω ὅμοιαι πρὸς τὰς τῶν μερῶν ἅτινα δὲν τυγχάνουν ὁμοσπονδιακὰ Κράτη.

β) Εἰς ὃ,τι ἀφορᾷ εἰς τὰ ἄρθρα τῆς παρούσης Συμβάσεως τῶν ὁποίων ἡ ἐφαρμογὴ ἐξαρτᾶται ἐκ τῆς νομοθετικῆς δραστηριότητος ἐνὸς ἐκάστου τῶν Κρατῶν, ἐπαρχιῶν ἢ καντονιῶν τῶν συνιστῶντων τὸ ὁμοσπονδιακὸν Κράτος, καὶ ἅτινα, βᾶσει τοῦ συνταγματικοῦ συστήματος τῆς ὁμοσπονδίας, δὲν ὑποχρεοῦνται νὰ λαμβάνουν νομοθετικὰ μέτρα, ἢ ὁμοσπονδιακὴ κυβερνήσις θὰ φέρῃ τὸ ταχύτερον δυνατόν, καὶ μετ' εὐνοϊκῆς συστάσεως, τὰ ρηθέντα ἄρθρα εἰς γνώσιν τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν τῶν Κρατῶν, ἐπαρχιῶν ἢ καντονιῶν.

γ) Ὁμοσπονδιακὸν Κράτος μέρος εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν θὰ κοινοποιῇ, τῇ αἰτήσῃ παντὸς ἐτέρου συμβαλλομένου Κράτους, διαβιβασθεῖσα αὐτῷ ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, ἐκθεσιν περὶ τῆς εἰς τὴν ὁμοσπονδίαν καὶ τὰ συστατικὰ αὐτῆς τμήματα ἰσχυοῦσης νομοθεσίας καὶ πρακτικῆς, σχετικῶς πρὸς διατάξιν τινα τῆς Συμβάσεως, ἐμφαίνουσας κατὰ πόσον ἐτεροποιοῦν ἢ ρηθεῖσα διάταξις, διὰ νομοθετικῆς ἢ ἄλλης νεργείας.

Ἄρθρον 38.

Ἐπιφυλάξεις.

1. Κατὰ τὴν ὑπογραφὴν, τὴν ἐπικυρώσιν ἢ τὴν προσχώρησιν πᾶν Κράτος θὰ δύνανται νὰ διατυπώσῃ ἐπιφυλάξεις ὡς πρὸς ἄρθρα τῆς Συμβάσεως πλὴν τῶν ἄρθρων: 1ου, 3ου, 4ου, 16ου (1), καὶ ἀπὸ τοῦ 33ου ἕως τοῦ 42ου συμπεριλαμβανομένων.

2. Πᾶν συμβαλλόμενον Κράτος διατυπώσας ἐπιφύλαξιν συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, θὰ δύνανται ἐν παντὶ χρόνῳ νὰ ἀρῇ ταύτην, διὰ σχετικῆς ἀνακοινώσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον 39.

Ἐναρξίς ἰσχύος.

1. Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὴν ἐνενηκοστὴν ἡμέραν μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν καταθέσεως τοῦ ἔκτου ἔγγραφου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

2. Δι' ἕκαστον τῶν Κρατῶν ἅτινα θὰ ἐπικυρώσουν τὴν Σύμβασιν ἢ θὰ προσχωρήσουν εἰς ταύτην μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ἔκτου ἔγγραφου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, θὰ τίθεται ἐν ἰσχύϊ τὴν ἐνενηκοστὴν ἡμέραν μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν καταθέσεως ὑπὸ τοῦ Κράτους τούτου τοῦ ἔγγραφου τοῦ ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

Ἄρθρον 40.

Καταγγελία.

1. Πᾶν συμβαλλόμενον Κράτος θὰ δύνανται νὰ καταγγείλῃ τὴν Σύμβασιν ὁποτεδήποτε διὰ γνωστοποιήσεως, ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

2. Ἡ καταγγελία θὰ ἰσχύῃ διὰ τὸ ἐνδιαφερόμενον Κράτος ἐν ἔτος μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς λήψεως τῆς παρὰ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

3. Πᾶν Κράτος τὸ ὁποῖον προέβη εἰς δήλωσιν ἢ γνωστοποίησιν συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 36, θὰ δύνανται νὰ γνωστοποιῇ μεταγενεστέρως εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν ὅτι ἡ Σύμβασις θὰ παύσῃ νὰ ἐφαρμόζηται εἰς τὸ ἐν τῇ κοινοποιήσῃ καθοριζόμενον ἔδαφος, ἢ δὲ Σύμβασις θὰ παύῃ ἰσχύουσα εἰς τὸ ἐν λόγῳ ἔδαφος ἐν ἔτος μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς λήψεως τῆς γνωστοποιήσεως ταύτης παρὰ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

Ἄρθρον 41.

Ἀναθεώρησις.

1. Πᾶν συμβαλλόμενον Κράτος θὰ δύνανται ἐν παντὶ χρόνῳ διὰ γνωστοποιήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, νὰ ζητήσῃ τὴν ἀναθεώρησιν τῆς Συμβάσεως.

2. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν θὰ συνιστᾷ τὰ ἐνδεχομένως ληπτέα μέτρα ἐπὶ τοῦ θέματος τῆς τριαυτῆς αἰτήσεως.

Ἄρθρον 42.

Γνωστοποιήσις ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, θὰ γνωστοποιῇ εἰς ἅπαντα τὰ Κράτη Μέλη τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν καὶ εἰς τὰ ἐν ἄρθρῳ 35 ἀναφερόμενα Κράτη μὴ Μέλη :

α) Τὰς ὑπογραφάς, ἐπικυρώσεις καὶ προσχωρήσεις κατὰ τὸ ἄρθρον 35.

β) Τὰς δηλώσεις καὶ γνωστοποιήσεις κατὰ τὸ ἄρθρον 36.

γ) Τὰς διατυπώμενας ἢ αἰρομένους ἐπιφυλάξεις κατὰ τὸ ἄρθρον 38.

δ) Τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 39.

ε) Τὰς καταγγελίας καὶ τὰς γνωστοποιήσεις κατὰ τὸ ἄρθρον 40.

στ) Τὰς αἰτήσεις ἀναθεωρήσεως κατὰ τὸ ἄρθρον 41.

Εἰς πίστωσιν τούτων οἱ ὑπογραφομένοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν ἐξ ὀνόματος τῶν ἀντιστοίχων Κυβερνήσεών των, τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν Νέᾳ Ὑόρκῃ, τὴν εἰκοστὴν ὀγδόην Σεπτεμβρίου χίλια ἑνεακόσια πεντήκοντα τέσσαρα, εἰς ἓν μόνον ἀντίτυπον, τοῦ ὁποίου τὰ, ἀγγλικόν, ἰσπανικόν καὶ γαλλικόν κείμενα, ἔχουν τὴν αὐτὴν ἰσχύν, καὶ τὸ ὁποῖον θὰ κατατεθῆ εἰς τὰ ἀρχεῖα τοῦ Ὁργανισμοῦ Ἠνωμένων Ἐθνῶν. Ἀκριβῆ κεκρωμένα ἀντίγραφα τούτου θὰ χορηγηθῶν εἰς ἅπαντα τὰ Κράτη Μέλη τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν καὶ εἰς τὰ ἐν ἄρθρῳ 35 σκοπούμενα Κράτη μὴ μέλη.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΠΕΡΙ ΤΗΣ ΝΟΜΙΚΗΣ ΚΑΤΑΣΤΑΣΕΩΣ ΤΩΝ ΑΝΙΘΑΓΕΝΩΝ τῆς 28ης Σεπτεμβρίου 1954

(θεθεῖσα ἐν ἰσχύι τὴν 6ην Ἰουνίου 1960)

Κράτη μέρη εἰς τὴν Σύμβασιν :

Ἄλγερια	Ἰρλανδία	Δημοκρατία τῆς Κορέας
Βέλγιον	Ἰσραήλ	Ἠνωμ. Βασ. καὶ Β. Ἰρλανδ.
Μποτογουάνα	Ἰταλία	Σουηδία
Δανία	Λιβερία	Τρινιτάντ καὶ Τομπάγκο
Φιλανδία	Λουξεμβούργον	Τυνησία
Γαλλία	Νορβηγία	Οὐγκάντα
Γουινέα	Κάτω Χῶραι	Γιουγκοσλαυία

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

ΠΑΡΑΓΡΑΦΟΣ 1.

1. Ὁ τίτλος ταξιδίου περὶ τοῦ ὁποίου προβλέπει τὸ ἄρθρον 28 τῆς Συμβάσεως ταύτης δέον ὅπως προσδιορίζῃ, ὅτι ὁ κάτοχος εἶναι ἀνιθαγενὴς κατὰ τὴν ἔννοιαν τῆς Συμβάσεως τῆς 28ης Σεπτεμβρίου 1954.

2. Ὁ ἐν λόγῳ τίτλος θὰ εἶναι συντεταγμένος εἰς δύο τοῦλάχιστον γλώσσας : ἢ μία ἐξ αὐτῶν θὰ εἶναι ἡ ἀγγλικὴ ἢ ἡ γαλλικὴ.

3. Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη θὰ ἐξετάσωσι τὴν δυνατότητα ὅπως υἱοθετήσωσι τίτλον ταξιδίου ὡς τὸ συνημμένον ὑπόδειγμα.

ΠΑΡΑΓΡΑΦΟΣ 2.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ὑφισταμένων κανονισμῶν τῆς χορηγούσης τὸν τίτλον ταξιδίου χώρας, τὰ τέκνα δύνανται ν' ἀναφέρωνται εἰς τὸν τίτλον γονέως ἢ, εἰς ἐξαιρετικὰς περιπτώσεις, ἄλλου τινὸς ἐνηλίκου.

ΠΑΡΑΓΡΑΦΟΣ 3.

Τὰ εἰσπραττόμενα διὰ τὴν χορήγησιν τοῦ τίτλου τέλη δὲν θὰ ὑπερβαίνωσι τὴν ἐφαρμοζομένην ἐπὶ τῶν ἐθνικῶν διαβατηρίων κατωτάτην κλίμακα τελῶν.

ΠΑΡΑΓΡΑΦΟΣ 4.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν εἰδικῶν περιπτώσεων ὁ τίτλος θὰ χορηγῆται διὰ τὸν μεγαλύτερον δυνατὸν ἀριθμὸν χωρῶν.

ΠΑΡΑΓΡΑΦΟΣ 5.

Ἡ διάρκεια ἰσχύος τοῦ τίτλου θὰ εἶναι τοῦλάχιστον τρίμηνος καὶ τὸ πολὺ διετής.

ΠΑΡΑΓΡΑΦΟΣ 6.

1. Διὰ τὴν ἀνανέωσιν ἢ τὴν παράτασιν τῆς ἰσχύος τοῦ τίτλου ἀρμοδία εἶναι ἡ ἐκδοῦσα αὐτὸ ἀρχή, ἐφ' ὅσον χρόνον ὁ κάτοχος αὐτοῦ δὲν ἔγκατεστάθῃ κανονικῶς εἰς ἄλλην χώραν καὶ διαμένει κανονικῶς εἰς τὴν χώραν τῆς ἐν λόγῳ ἀρχῆς. Ἡ ἐκδοσις νέου τίτλου εἶναι, ὑπὸ τὰς αὐτὰς προϋποθέσεις, τῆς ἀρμοδιότητος τῆς ἐκδόσεως τὸν παλαιὸν τίτλον ἀρχῆς.

2. Οἱ διπλωματικοὶ ἢ προξενικοὶ ἀντιπρόσωποι δύνανται νὰ ἐξουσιοδοτηθῶσιν ὅπως παρατείνωσι διὰ περίοδον μὴ ὑπερβαίνουσαν ἐξ ἡμῶν τὴν ἰσχύν τῶν ἐκδοθέντων ὑπὸ τῶν κυβερνήσεών των δελτίων ταξιδίου.

3. Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη θὰ ἐξετάσωσιν εὐμενῶς τὴν δυνατότητα ὅπως ἀνανεώσωσιν ἢ παρατείνωσι τὴν

ἰσχύν τῶν τίτλων ταξιδίου ἢ ἐκδώσωσι νέους εἰς ἀνιθαγενεῖς. οὔτινες δὲν διαμένωσι πλέον κανονικῶς εἰς τὸ ἔδαφός των εἰς ἄς περιπτώσεις οἱ ἀπάτριδες οὗτοι δὲν δύνανται νὰ λάβωσι τίτλον ταξιδίου ἐν τῇ χώρᾳ ἐν τῇ ὁποίᾳ διαμένωσι κανονικῶς.

ΠΑΡΑΓΡΑΦΟΣ 7.

Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη θ' ἀναγνωρίσωσι τὴν ἰσχύν τῶν χορηγηθέντων βάσει τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 28 τῆς παρούσης συμβάσεως τίτλων.

ΠΑΡΑΓΡΑΦΟΣ 8.

Αἱ ἀρμόδιαι ἀρχαὶ τῆς χώρας, εἰς τὴν ὁποίαν ὁ ἀνιθαγενὴς ἐπιθυμεῖ νὰ μεταβῆ, θὰ θεωρήσωσιν, ἐὰν εἶναι διατεθειμένοι νὰ τὸν δεχθῶσι, τὸν τίτλον, τοῦ ὁποίου εἶναι ὁ δικαιούχος, ἐὰν μία τοιαύτη θεωρήσις εἶναι ἀναγκαία.

ΠΑΡΑΓΡΑΦΟΣ 9.

1. Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως χορηγῶσι θεωρήσεις διελύσεως (τράνζιτ) εἰς τοὺς ἀνιθαγενεῖς, εἰς τοὺς ὁποίους ἔχορηγήθῃ θεωρήσις ὑπὸ τῆς χώρας, τοῦ τελικοῦ αὐτῶν προορισμοῦ.

2. Ἡ ἄρνησις χορηγήσεως τῆς θεωρήσεως ταύτης θὰ εἶναι δυνατὴ διὰ λόγους δυναμένους νὰ δικαιολογηθῶσι ταύτην διὰ πάντα ἄλλοδαπὸν.

ΠΑΡΑΓΡΑΦΟΣ 10.

Τὰ δικαιώματα διὰ τὴν χορήγησιν τῆς θεωρήσεως ἐξόδου, εἰσόδου ἢ διελύσεως (τράνζιτ) δὲν θὰ ὑπερβαίνωσι τὴν κατωτάτην κλίμακα δικαιωμάτων, τὴν ἐφαρμοζομένην ἐπὶ θεωρήσεων ξένων διαβατηρίων.

ΠΑΡΑΓΡΑΦΟΣ 11.

Ἐν τῇ περιπτώσει ἀνιθαγενοῦς ἀλλάσσοντος διαμονῆν καὶ ἐγκαθισταμένου κανονικῶς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἐτέρου συμβαλλομένου Κράτους, τὴν εὐθύνην διὰ τὴν χορήγησιν νέου τίτλου θὰ φέρῃ τοῦ λοιποῦ, βάσει τοῦ ἄρθρου 28 καὶ ὑπὸ τοὺς τιθεμένους ἐν τῷ ἄρθρῳ τούτῳ ὅρους, ἡ ἀρμοδία ἀρχὴ τῆς ἐν λόγῳ χώρας, πρὸς τὴν ὁποίαν ὁ ἀνιθαγενὴς θὰ δικαιούται νὰ ὑποβάλλῃ τὴν αἴτησίν του.

ΠΑΡΑΓΡΑΦΟΣ 12.

Ἡ χορηγοῦσα νέον τίτλον ἀρχὴ ὑποχρεοῦται ὅπως ἀποσύρῃ τὸν παλαιὸν τίτλον καὶ τὸν ἐπιστρέψῃ εἰς τὴν χορηγήσασαν αὐτὸν χώραν ἐὰν ἐν τῷ παλαιῷ τίτλῳ καθορίζεται ὅτι πρέπει οὗτος νὰ ἐπιστραφῇ εἰς τὴν ἐκδοῦσαν αὐτὸν χώραν. Ἐν ἐναντίᾳ περιπτώσει, ἡ χορηγοῦσα τὸν νέον τίτλον ἀρχὴ θ' ἀποσύρῃ καὶ θὰ ἀκυρώσῃ τὸν παλαιόν.

ΠΑΡΑΓΡΑΦΟΣ 13.

1. Πᾶς τίτλος ταξιδίου χορηγηθεὶς κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 28 τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ παρέχῃ, πλὴν ἀντιθέτως ὀρίζεται, τὸ δικαίωμα εἰς τὸν κάτοχον αὐτοῦ ὅπως ἐπανέλθῃ εἰς τὴν χορηγήσασαν τὸν τίτλον χώραν εἰς ὅποιανδήποτε στιγμὴν κατὰ τὴν περίοδον ἰσχύος τοῦ τίτλου. Ὅποσδήποτε ἢ περίοδος κατὰ τὴν ὁποίαν ὁ κάτοχος τοῦ τίτλου θὰ δύναται νὰ ἐπιστρέψῃ εἰς τὴν χορηγήσασαν αὐτὸν χώραν δὲν δύναται νὰ εἶναι μικρότερα τῶν τριῶν μηνῶν ἐκτὸς ἐὰν ἡ χώρα, ὅπου ὁ ἄπατρις ἐπιθυμεῖ νὰ μεταβῆ, δὲν ἀπαιτεῖ ὅπως ὁ τίτλος ταξιδίου παρέχῃ τὸ δικαίωμα ἐπιστροφῆς.

2. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ προηγουμένου ἐδαφίου, πᾶν συμβαλλόμενον Κράτος δύναται ν' ἀπαίτησιν ὅπως ὁ κάτοχος τοῦ τίτλου τούτου συμμορφωθῇ πρὸς πάσας τὰς διατυπώσεις αἰτινες δύνανται νὰ ἐπιβληθῶσιν εἰς τοὺς ἐξερχομένους ἐκ τῆς χώρας καὶ τοὺς ἐπιστρέφοντας εἰς αὐτήν.

ΠΑΡΑΓΡΑΦΟΣ 14.

Μὲ μόνην τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 13, αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος παραρτήματος κατ' οὐδὲν θίγουσι τοὺς νόμους καὶ τοὺς κανονισμοὺς, οἱ ὁποῖοι διέπουν τοὺς ὅρους εἰσόδου, διελύσεως, διαμονῆς, ἐγκαταστάσεως καὶ ἐξόδου, εἰς τὰ ἔδαφῃ τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν.

ΠΑΡΑΓΡΑΦΟΣ 15.

Τόσον ἡ χορήγησις τοῦ τίτλου ὅσον καὶ αἱ ἐπ' αὐτοῦ ἐγγραφαὶ δὲν καθορίζουσι οὔτε θίγουσι τὴν νομικὴν θέσιν τοῦ δικαιούχου, ἰδίᾳ εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν ἐθνικότητα.

ΠΑΡΑΓΡΑΦΟΣ 16.

Ἡ χορήγησις τοῦ τίτλου δὲν παρέχει εἰς τὸν δικαιούχον αὐτοῦ οὐδὲν δικαίωμα προστασίας ἐκ μέρους τῶν διπλωματικῶν ἢ προξενικῶν ἀντιπροσώπων τῆς χορηγησάσης αὐτὸν χώρας καὶ δὲν παρέχει αὐτῇ καθ' ἑαυτὴ εἰς τοὺς ἀντιπροσώπους τούτους δικαίωμα προστασίας.

ΥΠΟΔΕΙΓΜΑ ΤΙΤΛΟΥ ΤΑΞΙΔΙΟΥ.

Συνιστᾶται ὅπως ὁ τίτλος ἔχη τὸ σχῆμα βιβλιαρίου (15 ἑκατοστ. × 10 ἑκατ. περίπου), ὅπως ἡ ἐκτύπωσίς του εἶναι τοιαύτη ὥστε αἱ διαγραφαὶ ἢ ἀλλοιώσεις διὰ χημικῶν ἢ ἄλλων μέσων νὰ δύνανται νὰ διαπιστωθῶσιν εὐχερῶς καὶ ὅπως αἱ λέξεις «Σύμβασις τῆς 28ης Σεπτεμβρίου 1954» ὧσιν ἐκτυπωμέναι κατὰ συνεχῆ ἐπανάληψιν ἐπὶ ἐκάστης σελίδος εἰς τὴν γλῶσσαν τῆς χορηγούσης τὸ δελτίον χώρας.

Κάλυμμα τοῦ βιβλιαρίου.

ΤΙΤΛΟΣ ΤΑΞΙΔΙΟΥ

(Σύμβασις τῆς 28ης Σεπτεμβρίου 1954)

(I)

Ἄριθ.....

ΤΙΤΛΟΣ ΤΑΞΙΔΙΟΥ

(Σύμβασις τῆς 28ης Σεπτεμβρίου 1954)

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἐγγράφου λήγει τὴν ἐκτὸς ἐὰν αὕτη ἤθελε παραταθῆ.

Ἐπώνυμον

Ὄνομα(τα)

Συνοδευόμεν ὑπὸ τέκνου (ων)

1. Ὁ παρὼν τίτλος χορηγεῖται πρὸς τὸν ἀποκλειστικὸν σκοπὸν ὅπως ἐφοδιασθῆ ὁ δικαιούχος δ' ἐγγράφου ταξιδίου δυναμένου νὰ ἐπέχη θέσιν ἐθνικοῦ διαβατηρίου. Οὗτος δὲν προδικάζει περὶ τῆς ἐθνικότητος τοῦ κατόχου καὶ δὲν ἐπιδρᾷ ἐπ' αὐτῆς.

2. Ὁ κάτοχος ἔχει τὴν ἀδειαν νὰ ἐπιστρέψῃ εἰς (ἀναγράφεται τὸ ὄνομα τῆς χορηγούσης τὸν τίτλον χώρας) μέχρι ἐκτὸς ἂν ἀναφέρηται κατωτέρω μεταγενεστέρᾳ ἡμερομηνία. (Ἡ περίοδος κατὰ τὴν ὁποίαν ὁ κάτοχος τοῦ τίτλου δύναται νὰ ἐπιστρέψῃ δὲν πρέπει νὰ εἶναι μικρότερα τῶν τριῶν μηνῶν, πλὴν τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν ἡ χώρα, ὅπου ὁ δικαιούχος ἐπιθυμεῖ νὰ μεταβῆ, δὲν ἀπαιτεῖ ὅπως τὸ ἐγγράφον τοῦτο παρέχῃ τὸ δικαίωμα ἐπιστροφῆς).

3. Ἐν περιπτώσει ἐγκαταστάσεως, εἰς χώραν διάφορον ἐκεῖνης ἐνθα ἐχορηγήθη, ὁ παρὼν τίτλος ὁ δικαιούχος ὀφείλει, ἐὰν θέλῃ νὰ μετακινήθῃ ἐκ νέου, νὰ ὑποβάλλῃ αἴτησιν περὶ χορηγήσεως εἰς αὐτὸν νέου τίτλου, εἰς τὰς ἀρμοδίας ἀρχὰς τῆς χώρας ὅπου διαμένει. (Ὁ παλαιὸς τίτλος ταξιδίου θὰ παραδοθῆ εἰς τὴν ἀρχήν, ἣτις ἐκδίδει τὸν νέον τίτλον ἵνα ἐπιστραφῆ εἰς τὴν χορηγήσασαν αὐτὸν ἀρχήν). (I). (Ὁ παρὼν τίτλος περιέχει 32 σελίδας μὴ συμπεριλαμβανομένου τοῦ καλύμματος).

(1) Ἡ ἐντὸς ἀγκυλῶν φράσις δύναται νὰ καταχωρισθῆ παρὰ τῶν κυβερνήσεων, αἱ ὁποῖαι θὰ τὸ ἐπεθύμουν.

(2)

Τόπος καὶ ἡμερομηνία γεννήσεως

Ἐπάγγελμα

Παροῦσα διαμονή

* Ἐπώνυμον (πρὸ τοῦ γάμου) καὶ ὄνομα(τα) τῆς συζύγου..

* Ἐπώνυμον καὶ ὄνομα(τα) τοῦ συζύγου

Χαρακτηριστικὰ

Ἀνάστημα

Κόμη

Χρῶμα ὀφθαλμῶν

Ρίς

Σχῆμα προσώπου

Χρῶμα δέρματος

Ἰδιαιτέρα χαρακτηριστικὰ

Τέκνα συνοδευόμενα τὸν δικαιούχον

Ἐπώνυμον, Ὄνομα(τα). Τόπος καὶ ἡμερομηνία γεννήσεως Φύλον

* Διαγράφεται ἀναλόγως ἡ περιττὴ μνεῖα.

(Ὁ παρὼν τίτλος περιέχει 32 σελίδας μὴ συμπεριλαμβανομένου τοῦ καλύμματος).

(3)

Φωτογραφία τοῦ κατόχου
καὶ σφραγίς τῆς χορηγούσης τὸν τίτλον ἀρχῆς.

Δακτυλικά ἀποτυπώματα τοῦ κατόχου (προαιρετικῶς)

Ἐπώνυμον τοῦ κατόχου

(Ὁ παρὼν τίτλος περιέχει 32 σελίδας μὴ συμπεριλαμβανομένου τοῦ καλύμματος).

(4)

1. Ὁ παρὼν τίτλος ἐκδίδεται διὰ τὰς ἐξῆς χώρας :

.....

.....

.....

.....

2. Ἐγγράφον ἢ ἐγγράφα ἐπὶ τῇ βάσει τοῦ ὁποίου ἢ τῶν ὁποίων ἐκδίδεται ὁ παρὼν τίτλος :

.....

.....

.....

.....

Ἐκδοθεὶς ἐν

Ἐπώνυμον

Ἐπώνυμον καὶ σφραγίς τῆς χορηγούσης τὸν τίτλον ἀρχῆς :

Εἰσπραχθὲν τέλος :

(Ὁ παρὼν τίτλος περιέχει 32 σελίδας μὴ συμπεριλαμβανομένου τοῦ καλύμματος).

(5)

Εἰσπραχθὲν τέλος : Παράτασις ἰσχύος

ἀπὸ

μέχρι

Ἐν τῇ

Ἐπώνυμον καὶ σφραγίς τῆς χορηγούσης τὴν παράτασιν τῆς ἰσχύος τοῦ τίτλου ἀρχῆς :

Εἰσπραχθὲν τέλος : Παράτασις ἰσχύος

ἀπὸ

μέχρι

Ἐν τῇ

Ἐπώνυμον καὶ σφραγίς τῆς χορηγούσης τὴν παράτασιν τῆς ἰσχύος τοῦ τίτλου ἀρχῆς :

(Ὁ παρὼν τίτλος περιέχει 32 σελίδας μὴ συμπεριλαμβανομένου τοῦ καλύμματος).

(6)

Εἰσπραχθὲν τέλος : Παράτασις ἰσχύος

ἀπὸ

μέχρι

Ἐν τῇ

Ἐπώνυμον καὶ σφραγίς τῆς χορηγούσης τὴν παράτασιν τῆς ἰσχύος τοῦ τίτλου ἀρχῆς.

Εἰσπραχθὲν τέλος : Παράτασις ἰσχύος

ἀπὸ

μέχρι

Ἐν τῇ

Ἐπώνυμον καὶ σφραγίς τῆς χορηγούσης τὴν παράτασιν τῆς ἰσχύος τοῦ τίτλου ἀρχῆς :

(Ὁ παρὼν τίτλος περιέχει 32 σελίδας μὴ συμπεριλαμβανομένου τοῦ καλύμματος).

(7 - 32)

Θεωρήσεις.

Τὸ ὄνομα τοῦ δικαιούχου δέον ν' ἀναγράφηται εἰς ἐκάστην θεώρησιν.

(Ὁ παρὼν τίτλος περιέχει 32 σελίδας μὴ συμπεριλαμβανομένου τοῦ καλύμματος).

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ :

Ἡ ἔτησία συνδρομή τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1974 ὡς κάτωθι :

Α'. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	600
2. » » » Β'	»	700
3. » » » Γ'	»	500
4. » » » Δ'	»	1.000
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λ.π.	»	500
6. » » » Παράρτημα	»	300
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν κ.λ.π. .	»	3.000
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	6.000

Οἱ Δήμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἡμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ἐπὶ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά :

1. Διὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	30
2. » » » Β'	»	35
3. » » » Γ'	»	25
4. » » » Δ'	»	50
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	»	25
6. » » Παράρτημα	»	15
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	150
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας ..	»	10
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	300

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἐκαστον φύλλον, μέχρι 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 3, ἀπὸ 9 ἕως 40 σελ. δραχ. 8, ἀπὸ 41 ἕως 80 σελ. δραχ. 15, ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἄνω ἡ τιμὴ πωλήσεως ἑκάστου φύλλου προσαυξάνεται κατὰ δραχ. 15 ἀνὰ 80 σελίδας.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

1) Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης :

Α' Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	400
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	10.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	2.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰ συνελεύσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ τῶν ἀφωρωσῶν εἰς προσωρινὰς διατάξεις	»	1.000
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939. ...	»	200
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν .	»	4.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἐταιρειῶν	»	1.000
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν	»	600
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν ἐν γένει, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ.Σ. τοῦ ΕΛΤΑ δι' ὧν ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ	»	4.000
10. Τῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπων ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70	»	2.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	10.000

12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγματεύσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67	Δραχ.	1.000
--	-------	-------

13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967	»	1.000
--	---	-------

Β' Δημοσιεύματα Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ.	1.000
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	400
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	200
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	1.000
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	1.000

Γ' Δημοσιεύματα Ἀλληλοσφαιριστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλοσφαιριστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων

1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλοσφαιριστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλοσφαιριστικῶν Ταμείων	»	1.000
2. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν ὡς ἄνω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων	»	1.000

II Εἰς τὸ Τέταρτον τεύχος, τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων

» 400

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελεθῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὀρίσθη εἰς 5%.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ, μερίμνη τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλονται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελεθῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὀριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 172048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστέλλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸν.

Ο ΠΡΟ-Ι-ΣΤΑΜΕΝΟΣ ΤΗΣ ΥΠΗΡΕΣΙΑΣ Ε.Τ.

ΣΕΡΑΦΕΙΜ ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΥ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ